Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

44/2-3 | 2003

**Les pratiques administratives en Union soviétique,
1920-1960**

Le miroir des statistiques

Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme

Nathalie Moine

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/8620>

DOI : 10.4000/monderusse.8620

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 481-518

ISBN : 2-7132-1813-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Nathalie Moine, « Le miroir des statistiques », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 44/2-3 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 04 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8620> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8620>

Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_442&ID_ARTICLE=CMR_442_0481

Le miroir des statistiques. Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme

par Nathalie MOINE

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2003/2-3 Vol 44

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713218136 | pages 481 à 518

Pour citer cet article :

— MOINE N., Le miroir des statistiques. Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme, *Cahiers du monde russe* 2003/2, Vol 44, p. 481-518.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

NATHALIE MOINE

LE MIROIR DES STATISTIQUES

Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme

Le contraste offert par une situation de grave pénurie, allant jusqu'à la famine, et une administration employant d'importants moyens pour produire des données sur la consommation de dizaines de milliers de foyers peut paraître étonnant de la part d'un régime réputé indifférent aux souffrances de sa population. De fait, les objectifs et les usages, aux différents niveaux de l'État, de ce type d'enquête restent à explorer.

Pour certains, les enquêtes de budgets, tout comme l'ensemble de la production statistique de l'époque stalinienne, donnent des chiffres « truqués » sans grande valeur, alors que, pour d'autres, elles sont l'illustration à la fois de la solidité de la machine étatique soviétique et de l'amélioration sensible du niveau de vie de la population à partir du début des années 1950.

Reste à comprendre la construction de cette enquête, remarquable par son ampleur, et qui ne saurait se résumer à une simple commande politique, tout en offrant un reflet de la société soviétique évidemment biaisé. Dans quelle mesure répond-t-elle à la volonté étatique de mieux connaître les comportements socio-économiques réels de la population ? Et de quelle partie de la population ? Dans quelle mesure est-elle l'imposition pure et simple de schémas préconçus ? Jusqu'où l'administration statistique peut-elle se permettre d'aller lorsqu'elle enregistre des pratiques quotidiennes qui flirtent sans cesse avec l'informel, sinon l'illégal ?

Pour tenter de comprendre les ressorts de cette entreprise, il est nécessaire de se plonger non seulement dans les rapports analysant périodiquement les principaux résultats de l'enquête, désormais accessibles dans les archives déclassifiées, mais aussi dans les archives décrivant son fonctionnement, et ses dysfonctionnements, les tâtonnements méthodologiques des statisticiens au sommet de l'appareil statis-

*Je tiens à remercier pour leur aide, à différentes étapes de la rédaction de cet article, Monique Armand, Alain Blum, Catherine Gousseff, Andrei Markevich. Les erreurs et insuffisances restent entièrement de ma responsabilité.

tique, les difficultés vécues par les enquêteurs sur le terrain. La reconstitution de ce « miroir » implique de prêter attention à des aspects techniques essentiels tels que la sélection de l'échantillon des familles enquêtées et de faire la part de ce qui relève d'une histoire de l'application de connaissances mathématiques et de ce qui tient aux *a priori* idéologiques. La reconstruction de l'enquête, engagée au tournant des années 1951-1952, constitue un épisode central. Elle témoigne de l'importance qui lui est accordée, au plus haut niveau. Mais il s'agit aussi de considérer l'enquête au sein de l'ensemble de la production statistique des années du « second stalinisme », marquées par l'effort de reconstruction de l'après-guerre, l'extrême pénurie, le culte du secret et les tentations de libéralisation nées de la guerre qui s'achèvent par de terribles campagnes répressives.

L'étude de l'administration des enquêtes de budgets, objet très spécifique, si elle ne peut évidemment pas répondre à toutes les questions posées par l'après-guerre, offre pourtant un éclairage particulier : tout d'abord, elle permet de comprendre, au-delà du culte du secret, dans quelle mesure, à certains niveaux de l'État, on porte un intérêt à produire un diagnostic socio-économique sérieux sur la population. Ce qui s'inscrit dans la problématique largement défrichée par Alain Blum et Martine Mespoulet : la production de chiffres se poursuit y compris dans un contexte de terreur politique¹. On essaiera ici de décrire au plus près le réseau de familles enquêtées, dans sa dimension socio-économique, mais aussi régionale, et c'est là que les questions ardues de méthode d'échantillonnage seront traitées. Reste dans un second temps à bien comprendre qui est à la source de cette production : les administrateurs statisticiens qui poursuivent leur logique et font vivre un héritage ? Les politiques qui ont besoin de ces données même s'ils en interdisent la divulgation ? Ce qui revient à poser la question de l'usage des données de cet ordre dans la prise de décision politique. Quels sont les résultats mis en avant dans les notes analytiques transmettant l'information au sommet de l'État ? Enfin, certains aspects de la production statistique, de la fin de la guerre à la mort de Staline, permettent de reconsidérer, dans d'autres coordonnées, à la fois l'hypothèse d'une « libéralisation » avortée sous Staline et le fameux changement de cap khrouchtchevien, en montrant combien la guerre et ses désastres ont nettement fait rejouer la séparation privé-public et ont posé comme enjeu le « niveau de vie matériel » de la population, avant que les années Hrouščev ne s'en emparent comme un objet rhétorique majeur en même temps qu'un domaine d'action essentiel.

I. La reconstruction de l'enquête de consommation

Les enquêtes de budgets ont une longue histoire en Russie puisque ce sont les statisticiens des *zemstva* qui se sont les premiers lancés dans ce type d'enquête à la fin du

1. A. Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994 ; A. Blum, M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2002.

XIX^e siècle, faisant figure de pionniers à l'échelle internationale par l'ampleur, la richesse, les apports méthodologiques de leurs travaux². L'étude des budgets s'inscrivait alors dans des entreprises ambitieuses d'observation exhaustive du monde agricole dans telle ou telle province. Puis, au tournant du XX^e siècle, les statisticiens municipaux organisèrent eux aussi des enquêtes sur les populations ouvrières. La Première Guerre mondiale suscite des enquêtes statistiques situées désormais à l'échelle du pays tout entier, dans le souci de planifier le ravitaillement. Beaucoup de ces statisticiens participent ensuite à l'élaboration de l'administration statistique soviétique, qui introduit une systématisation des enquêtes, dont les principaux résultats sont publiés au cours des années 1920³. Cependant, c'est au moment où l'enquête acquiert un statut strictement confidentiel, ses résultats étant réservés à l'usage interne de l'administration, qu'elle devient véritablement régulière et standardisée, tant en milieu urbain qu'au sein de la population agricole. À partir de 1932, la CSU (Central'noe statističeskoe upravlenie — Direction centrale de la statistique) regroupe même les enquêtes sur les budgets ouvriers, paysans et kolkhoziens au sein d'un unique secteur, celui de la statistique du travail, avant que les budgets kolkhoziens ne repassent dans le secteur de la statistique agricole. À partir de 1935, des budgets du personnel d'encadrement, les ITR (inženerno-tehničeskije rabotniki), sont inclus dans l'enquête.

Le choc de la guerre

La guerre porte un coup très dur au réseau d'enquêtes, même si le niveau d'étiage semble se situer en 1942 et si le nombre de familles enquêtées remonte ensuite quelque peu. Les familles situées en territoire occupé disparaissent purement et simplement de l'enquête mais leur nombre diminue également dans le reste du pays.

La guerre avait aussi contribué à modifier la structure des familles, en termes de taille des ménages, de ratio au sein des foyers entre personnes actives/inactives/à charge. Très vite, au moment de la reconquête soviétique, les administrateurs s'inquiètent aussi d'une couverture territoriale tronquée, puisque l'enquête ne concernait plus que les régions qui n'avaient pas subi l'occupation allemande⁴. De

2. Voir M. Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001 ; M. Mespoulet, « Du tout à la partie. L'âge d'or du sondage en Russie (1885-1924) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 31, 2, 2000, p. 5-49 ; M. Mespoulet, « Pratique de l'enquête et construction du savoir statistique en Russie à la fin du XIX^e siècle », *Genèses*, 52, 2003, p. 96-118 ; A. Stanziani, *L'économie en révolution. Le cas russe, 1880-1930*, Paris, Albin Michel, 1998, pour des travaux récents sur ces questions. Ja. Ja. Matjuha, « Statistika semejnyh bjudžetov » (La statistique des budgets des familles), in *Istorija sovetsoj gosudarstvennoj statistiki (Histoire de la statistique d'État soviétique)*, Moscou, 1969, p. 410-432.

3. S. Wheatcroft, « Soviet statistics of nutrition and mortality during times of famine, 1917-1922 and 1931-1933 », *Cahiers du Monde russe*, 38, 4, oct-déc. 1997, p. 525-558.

4. Avant 1952, il n'y avait pas d'enquête pour l'Ukraine, la Biélorussie, les républiques baltes, la république carélo-finnoise, dans les *oblasti* de la république de Russie qui avaient subi l'occupation, mais aussi en Sibérie orientale, en Extrême-Orient et en Kirghizie.

Nombre de familles d'ouvriers et d'employés enquêtées, 1940-1944

	familles d'ouvriers	familles d'ITR	familles d'employés
1940	11 963^c	1 619^c	— ^c
sept. 1940	12 352 ^a	— ^a	
déc. 1940	12 343 ^d		
1941	8 618^c	620^c	586^c
mars 1941	12 776 ^b		
sept. 1941	4 407 ^a	411 ^a	
déc. 1941	2 912 ^d		
1942	3 480^c	419^c	364^c
mars 1942	3 502 ^b		
sept. 1942	3 451 ^a	406 ^a	
déc. 1942	3 356 ^d		
1943	3 658^c	466^c	433^c
mars 1943	3 302 ^b		
sept. 1943	3 859 ^a	491 ^a	
déc. 1943	4 084 ^d		
1944	4 133^c	545^c	536^c
mars 1944	3 879 ^b		
sept. 1944	4 247 ^a	547 ^a	

^a RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 19, « Ob itogah obsledovanija bjudžetov semej rabočih i inženerno-tehničeskikh rabotnikov za sentjabr' 1944 goda » (Bilans de l'enquête de budgets des familles d'ouvriers et d'ITR pour septembre 1944).

^b RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 10, « Ob itogah obsledovanija bjudžetov semej rabočih i inženerno-tehničeskikh rabotnikov i služasčih promyšlennosti za 1944 g. » (Bilans de l'enquête de budgets des familles d'ouvriers et d'ITR pour mars 1944).

^c RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 26, « Ob itogah obsledovanija bjudžetov semej rabočih, inženerno-tehničeskikh rabotnikov i služasčih promyšlennosti za 1944 g. » (Bilans de l'enquête de budgets des familles d'ouvriers, d'ITR et d'employés de l'industrie pour 1944).

^d RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 16, « O materialah obsledovanija bjudžetov semej rabočih za dek. 1943 g. » (Sur les matériaux de l'enquête de budgets des familles d'ouvriers pour déc. 1943).

fait, les rapports de cette période rédigés par les statisticiens en charge du secteur sont d'une grande prudence et spécifient régulièrement que les données ne sont pas fiables en valeur absolue, mais reflètent indéniablement des tendances, surtout lorsque celles-ci sont aussi massives que la brusque augmentation de la place du marché, tant dans les revenus que dans les dépenses des familles enquêtées.

Ainsi, alors que le choc terrible de la guerre n'avait pas totalement interrompu le suivi de l'enquête, les responsables de l'administration statistique, à tous les niveaux, étaient conscients des fortes distorsions qu'elle avait subies, au point d'en faire argument quand la situation dépeinte paraissait trop alarmante. Certaines critiques très radicales se firent jour pour contester la viabilité même de l'enquête. Le représentant (*upolnomočennyj*) du Gosplan pour l'*oblast'* de Saratov, D. Ciporuha,

n'alla pas par quatre chemins dans sa note rédigée à l'intention de Voznesenskij, le président du *Gosplan*, en date du 19 janvier 1944. Il y pointait l'ensemble des défauts de l'enquête, au premier chef un échantillon devenu obsolète :

Avant-guerre, quand la structure et le niveau du budget matériel d'une famille étaient déterminés par le salaire du chef de famille et des autres membres, et que la consommation de biens alimentaires se faisait en fonction (*za sčët*) de leur acquisition, essentiellement, dans le système coopératif, le rôle de l'enquête budget était énorme. À cette époque, les résultats de l'enquête reflétaient correctement, pour l'essentiel, le niveau de vie matériel des travailleurs de la ville.

Pendant la guerre, le nombre de familles enquêtées a brutalement diminué et le nombre fixé par le plan est descendu à 135 pour la ville de Saratov.

Les conditions pour la mise en place et la menée de l'enquête budget ne cessent de se compliquer. Ces derniers temps, sur les 135 ménages prévus par le plan pour l'enquête, seuls 38 sont véritablement enquêtés, ce qui n'est absolument pas représentatif pour la ville dans son ensemble.

En lien avec ce qui précède, les directions statistiques de RSFSR soumettent à l'enquête des branches de l'économie qui ne sont pas caractéristiques du profil actuel de l'*oblast* : ainsi de l'industrie de l'alimentation, de l'industrie du bois, des stations d'électricité. Conduire une mise en place complémentaire de budgets est presque impossible, car les ouvriers sont très surchargés et il ne reste absolument pas de temps libre pour remplir les carnets de budget.

La guerre n'avait pas seulement rendu caduc l'échantillon. Les comportements économiques de la population en temps de guerre, à savoir le recours massif au marché et au « système D », ne pouvaient plus être correctement enregistrés par l'enquête. Le statisticien de Saratov poursuivait ainsi :

Le calcul du budget matériel est surchargé d'opérations complémentaires de toute sorte : achat, vente, échange, ce qu'il est excessivement difficile de refléter complètement dans les carnets de budgets.

Le calcul du budget des ouvriers de l'industrie de l'alimentation n'a aucun sens, toutes leurs dépenses vont pour l'essentiel dans les produits d'hygiène et de toilette (manucure, permanente, etc.). En outre, dans de nombreux cas, l'essentiel du budget d'une famille tient aux ressources obtenues par la vente de produits qu'ils ont volés à la production.

Sa conclusion était donc sans appel :

[...] La pratique du calcul des budgets des familles d'ouvriers et d'employés en temps de guerre témoigne non seulement de l'inutilité de ce travail, mais aussi, dans une certaine mesure, de sa nocivité politique.

Je pense qu'il est nécessaire de cesser le travail d'enquête des budgets des familles des ouvriers et des employés dans les *oblasti*, les *krai* et les républiques.

Actuellement, je travaille sur la question de la nécessité de poursuivre le travail d'enquête des budgets des kolkhoziens⁵.

5. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 14-15, note de D. Ciporuha, représentant du *Gosplan* auprès du *Sovnarkom* d'URSS pour l'*oblast* de Saratov, adressée à N. A. Voznesenskij, président du *Gosplan*, datée du 19 janvier 1944.

La même défiance vis-à-vis des résultats se retrouve au plus haut niveau, y compris chez Starovskij, le directeur de la CSU. Exemple notable : le traitement des résultats pour l'hiver 1943, alors que règne une terrible disette⁶. Dans la note de synthèse sur les résultats de l'enquête pour les budgets ouvriers de décembre 1943 qu'il envoya en mars 1944 à Voznesenskij, président du *Gosplan*, Starovskij concluait à l'invalidité partielle des données. À la suite d'un tableau retraçant la chute substantielle de consommation par tête enregistrée pour la viande et les produits carnés, mais aussi les produits laitiers, il se refusait en ces termes à une vision trop sombre de la situation alimentaire des enquêtés :

Ce tableau ne donne pas les caractéristiques correctes de la consommation des ouvriers.

Les données des carnets de budgets, en ce qui concerne les mesures de consommation de la famille ouvrière, exigent un regard extrêmement critique, en raison du caractère incomplet des carnets (le sous-enregistrement des informations de la part des ménages enquêtés a particulièrement augmenté pendant la guerre), et de la difficulté à refléter au moyen de l'enquête de budgets la différenciation, par branche et par profession, en matière de ravitaillement et la diversité des conditions de ravitaillement et de consommation dans les différentes régions du pays.

Il faut également noter que les données des enquêtes de budgets se prêtent très difficilement à la vérification pour ce qui concerne la part de consommation réalisée en fonction des acquisitions sur le marché, des ressources tirées de sa propre exploitation, de la restauration collective, des ressources décentralisées du commerce d'État et de coopératives. En prenant en compte le caractère incorrect des données sur la consommation et l'impossibilité de les corriger, la CSU a proposé, après examen du programme d'enquête budget, d'exclure la section « consommation »⁷.

Plutôt que de se fier aux résultats de l'enquête, la direction de l'administration statistique préféra en effet comparer ces mêmes données sur la consommation ouvrière en décembre 1943 aux données obtenues par la comptabilité des Départements du ravitaillement ouvrier (*Otdely rabočego snabženija* — ORS) concernant le ravitaillement centralisé écoulé par ces organes dans différentes branches et elle put à nouveau conclure au sous-enregistrement par l'enquête budget :

Les chiffres donnés plus haut [données du ravitaillement centralisé par branches] caractérisent un niveau de consommation plus élevé que celui reflété dans les carnets de l'enquête budget, ainsi qu'une différenciation très marquée. Il est indispensable de prendre en compte que les chiffres cités plus haut n'incluent pas la vente aux ouvriers, ravitaillés par les ORS, de biens reçus de façon décen-

6. W. Moskoff, *The bread of affliction. The food supply in the USSR during World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

7. *Ibid.*, I, 19-20, note « O materialah obsledovanija bjudžetov semej rabočih » (Sur les matériaux de l'enquête de budgets des familles ouvrières), adressée à N. A. Voznesenskij, signée V. Starovskij, 8 mars 1944. Les quantités de viande relevées étaient de 1,75 kg en décembre 1940, 1,70 en décembre 1941, 0,86 en décembre 1942, 0,85 en décembre 1943.

tralisée. Donc, la sous-estimation par les carnets de budgets du niveau de consommation en produits carnés et graisses est encore plus importante⁸.

Outre la question de la représentativité de l'enquête en terme de couverture du territoire, de branches économiques, un autre problème, qui leur était lié et qui faisait régulièrement l'objet de débats au sein de l'administration statistique, était celui de la représentativité des salaires des enquêtés. Au sortir de la guerre, Starovskij s'alarmait de la différence trop forte entre salaire moyen des personnes enquêtées et salaire moyen selon les données de la comptabilité nationale (*po vsemu narodnomu hozjajstvu po otčetnym dannym*), qui apparaissait, selon lui, comme l'une des conséquences de la couverture tronquée du territoire soviétique par l'enquête puisque les salaires des régions récemment libérées étaient plus bas. Cette différence entre les deux moyennes existait déjà avant-guerre, d'après les données présentées dans une note qu'il rédigea en 1945, mais son commentaire ne s'attarde que sur l'écart accru en 1944. De fait, des aspects structurels (construction de l'échantillon de l'enquête de budgets sur lequel nous reviendrons, comparaison biaisée entre le salaire moyen établi par la comptabilité nationale prenant en compte l'ensemble des branches et le salaire moyen des enquêtés qui ne porte que sur quelques branches) se mêlent aux difficultés nouvelles de l'enquête.

**Écart observé entre le salaire moyen des ménages enquêtés
et le salaire obtenu par la comptabilité nationale, 1940-1944**

salaire en roubles		1940	1941	1942	1943	1944
ouvrier	enquête budgets	403	424	449	513	611
	comptabilité	340	373	412	443	484
	écart en %	+ 19 %	+ 14 %	+ 9 %	+ 16 %	+ 26 %
ITR	enquête budgets	748	843	863	962	1117
	comptabilité	715	778	917	981	1062
	écart en %	+ 5 %	+ 9 %	- 6 %	- 2 %	+ 5 %
employé	enquête budgets	–	429	436	474	544
	comptabilité	–	395	423	436	453
	écart en %	–	+ 9 %	+ 3 %	+ 9 %	+ 20 %

Source : RGAE, f. 1562, op. 329, d. 1123, l. 27 (pourcentages calculés par N.M.)

Les administrations locales faisaient le même constat. En juillet 1948, Lakunin, responsable de la Direction statistique de la ville de Moscou, tint à signaler à sa hiérarchie le biais important en faveur des ouvriers les mieux payés au sein du réseau d'enquête. D'après ses analyses, il ressortait que l'échantillon des usines moscovites comprenait les plus hauts salaires ouvriers et n'était pas assez représentatif, en parti-

8. *Ibid.*, l. 25.

culier dans des entreprises comme Serp i Molot, Dinamo, Krasnyj proletarij, Šlifoval'nye stanki. Son explication tenait au type de volontaires pour l'enquête :

Cette situation s'explique par le fait que l'enquête de budgets n'est pas assez massive et que nous ne couvrons, dans les entreprises citées plus haut, que les ouvriers les plus qualifiés et les plus conscients qui répondent à notre appel à participer à l'enquête plus volontiers que les ouvriers moins qualifiés, et par conséquent moins bien payés⁹.

Cette remarque est importante, car elle montre combien, aux côtés de la construction sciemment biaisée de l'échantillon, importent les procédures de recrutement sur le terrain. L'aspect politique de l'enquête tient donc aussi au recrutement de ménages sans doute plus militants que les autres.

De fait, quelle était l'importance de cet écart ? D'après les tableaux envoyés par Lakunin en annexe de sa lettre, si on prend par exemple la célèbre usine Serp i Molot, on trouve 26 enquêtés avec un salaire moyen de 1 516 roubles (données pour mars 1948, qui incluaient le paiement en espèces et en nature de l'enquêté à son travail principal), alors que, selon les données du secteur de l'industrie, le salaire moyen des 6 679 ouvriers dans l'entreprise était de 1 111 roubles, soit une différence très importante de 36,5%. Pour l'ensemble de la ville de Moscou, l'écart était important, mais tout de même moindre¹⁰.

Pendant toutes les années qui séparèrent la fin de la guerre du moment de la reconstruction du réseau d'enquête, au tournant de l'année 1951-1952, les plans pour rebâtir le réseau de familles enquêtées se succédèrent. Les comptes rendus du Conseil scientifique de la CSU, en particulier des commissions portant spécifiquement sur la question des budgets, témoignent à la fois de la volonté de ses membres d'actualiser le réseau et les missions de l'enquête, mais aussi de remettre sur la table des questions de méthode débattues depuis des décennies, notamment la question de la classification des entreprises agricoles, alors que les conditions de production avaient été profondément modifiées à la suite de la collectivisation¹¹. Cependant, le problème de l'adaptation de l'outil statistique à une vision marxiste de l'économie gardait visiblement son acuité aux yeux d'experts qui, d'ailleurs, étaient en partie des rescapés des débuts de la statistique soviétique, en tout premier lieu V. S. Nemčinov¹², mais aussi S. G. Strumilin.

9. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 2840, l. 85. Note envoyée à la fois à A. M. Suharev, directeur de la Direction statistique de RSFSR, et à N. G. Mihajlov, directeur du Département du travail de la CSU.

10. L'échantillon des ouvriers de l'industrie pour la ville de Moscou était de 316 personnes, avec un salaire moyen de 1 020 roubles, à comparer avec le salaire moyen de 837 roubles pour l'ensemble des ouvriers recensés (184 227), soit une différence de 17,9%. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 2840, l. 90-94.

11. RGAE, f. 1562, op. 331.

12. Voir les propositions de classification des ménages paysans publiées par V. S. Nemčinov dès la fin des années 1920 in A. Blum, M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique*, op. cit.

Cependant, à la veille de la reconstruction du réseau d'enquête, en 1951, l'enquête s'appuyait sur seulement 8 600 budgets d'ouvriers et d'employés de l'industrie et 12 600 budgets kolkhoziens¹³, contre respectivement 20 000 et 21 000 en 1940.

La reconstruction complète de l'enquête de budgets, définie par un décret du 3 novembre 1951, semble avoir été souhaitée au plus haut niveau¹⁴.

Le nouveau réseau d'enquêtes

La nouvelle enquête frappe par son ampleur, au regard de ce que l'on sait des expériences comparables dans d'autres pays¹⁵. Au 1^{er} janvier 1952¹⁶, l'enquête comprenait en principe 23 000 familles d'ouvriers et d'employés, 29 000 de kolkhoziens. À travers ce gonflement des effectifs, elle avait gagné en diversité à la fois sur le plan des branches de production observées — l'enquête était conduite dans 17 branches proportionnellement au nombre effectif d'ouvriers et d'employés, réparties entre 815 entreprises —, sur le plan géographique — l'enquête sur les ouvriers et les employés couvrait toutes les principales régions économiques dans toutes les républiques de l'Union —, et enfin sur le plan de la diversité des groupes sociaux observés, à la fois parce qu'elle introduisait clairement une distinction entre ouvriers qualifiés et ouvriers peu qualifiés, mais aussi parce qu'elle avait inclus des professions en dehors de la production industrielle. Les budgets ouvriers et employés représentaient ainsi 16 540 ouvriers de l'industrie (9 520 qualifiés, 7 020 peu ou pas qualifiés), 2 610 ITR de l'industrie, 1 510 employés de l'industrie, 1 390 enseignants, 950 représentants du personnel médical.

Il est important de suivre précisément les étapes de la construction du nouvel échantillon pour comprendre quels sont les groupes sociaux précisément représentés dans l'enquête et, dans le même temps, saisir ce que signifie la notion de

13. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 187, l. 60, « Ob ulučenii statistiki bjudžetov rabočih, služuščih i kolhoznikov » (Sur l'amélioration de la statistique des budgets des ouvriers, des employés et des paysans). Plus exactement, 7 100 familles ouvrières de l'industrie de Moscou, de Leningrad, et des villes du Nord, du Centre, de la Volga, de l'Oural, de la Sibérie occidentale, de la Transcaucasie, d'Asie centrale et du Kazakhstan. En 1940, les 20 900 budgets d'ouvriers et d'employés provenaient, pour 12 400 d'entre eux, d'ouvriers de l'industrie, dont des ouvriers d'Ukraine, de Biélorussie et d'*oblasti* de la république de Russie qui n'étaient plus représentés dans l'enquête depuis l'occupation.

14. « À l'examen du bilan de l'année 1950 vous avez donné pour instruction la nécessité d'améliorer le travail de la statistique des budgets » écrit Starovskij dans une note du 2 juillet 1951, adressée à Staline. *Ibid.*, l. 53-59.

15. Sur les enquêtes de consommation en France, voir J. Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages », in *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE-Economica, 1987, t. 2, p. 253-286.

16. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1148, l. 77-125, « Ob itogah obsledovanija bjudžetov rabočih i služuščih i bjudžetov kolhoznikov za 1-oe polugodie 1952 goda » (Bilans de l'enquête de budgets des ouvriers, employés et paysans pour le premier semestre 1952), note de Starovskij au bureau du Présidium du Conseil des ministres d'URSS du 3 septembre 1952, annexe 1 : « Spravka o porjadke otbora rabočih i služuščih dlja obsledovanija ih bjudžeta » (Note sur l'ordre de sélection des ouvriers et des employés pour l'enquête de budgets), *ibid.*, l. 111-114.

« représentativité », très prégnante chez les statisticiens de cette époque. La méthode utilisée à la fin de 1951 pour sélectionner le nouveau réseau d'enquête avait été la suivante¹⁷ : selon les instructions du collège de la CSU d'URSS, les statisticiens avaient appliqué la méthode du tirage proportionnel typique, avec sélection mécanique au sein des groupes (*metod tipičeskogo proporcional'nogo otbora s mehaničeskoj vyborkoj vnutri grupp*). Cette méthode s'opposait ainsi à un tirage purement aléatoire. La première étape consistait à répartir les entreprises pour sélectionner les plus « typiques », selon les caractères suivants : la branche industrielle et le salaire des ouvriers à la production. Ensuite, la sélection des ouvriers engageait le groupe de qualification et le montant du salaire, avec un biais important, puisque les bas salaires en étaient d'emblée exclus :

Les ouvriers des catégories 1 et 2 n'ont pas été sélectionnés en raison de leur faible part, et surtout parce que, dans les conditions d'une élévation systématique de la qualification, ces ouvriers passent rapidement dans des catégories plus élevées.

Ensuite, le tirage mécanique des ouvriers s'était fait par listes, établies en ordre décroissant selon le salaire. Toutes les entreprises d'abord et les ouvriers ensuite avaient en effet été répartis de façon égale, par intervalles. Les entreprises puis les ouvriers sélectionnés étaient ceux qui se trouvaient en tête de chaque intervalle, ce qui privilégiait à la fois les entreprises avec un salaire moyen élevé et, au sein de celles-ci, les ouvriers les mieux payés. Tous ces biais n'étaient donc pas fortuits, mais au contraire tout à fait volontaires. Un tableau illustre le fait que le salaire moyen des enquêtés était systématiquement supérieur à celui des autres ouvriers, que l'unité de référence envisagée soit l'entreprise des enquêtés ou, plus largement, la branche de production à laquelle ils appartenaient :

**Écart entre le salaire des ouvriers de l'échantillon
et celui des ouvriers des branches enquêtées**

	salaire des ouvriers de l'échantillon	salaire de tous les ouvriers des branches enquêtées	écart en %
novembre 1951	863	765	112,8
mars 1952	835	764	109,3
septembre 1952	886	798	111,0

17. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1769, « Meroprijatija po obespečeniju reprezentativnosti seti obsledovanija bjudžetov i po ulučšeniju dostovernosti dannyh statistiki bjudžetov » (Mesures pour garantir la représentativité du réseau de l'enquête de budgets et pour améliorer la qualité des données de la statistique des budgets), note d'Igumencev datée du 18 juillet 1953.

Igumencev, directeur du Département de la statistique des budgets, pouvait écrire en 1953, en commentant ce tableau :

À l'examen des données, il faut avoir en tête que le salaire de tous les ouvriers des branches enquêtées dans la branche est pris dans le formulaire n2-p, dans lequel, tout d'abord, on a compté les ouvriers de toutes les catégories et dans lequel, deuxièmement, apparaît aussi le salaire des ouvriers n'ayant pas travaillé un mois complet. Le salaire plus élevé des ouvriers sélectionnés s'explique aussi par le fait qu'au moment de la sélection on a tiré le premier ouvrier dans chaque intervalle¹⁸.

Outre les biais de construction, la sélection effective sur le terrain pouvait s'accommoder de corrections. La description offerte par la Direction statistique de l'*oblast* de Lvov offre plusieurs exemples d'ajustement pour appliquer sur le terrain la notion de « typique »¹⁹. Pour commencer, la liste d'entreprises constituée pour le tirage mécanique devait ignorer celles qui comptaient moins de 50 ouvriers au mois de septembre 1952, ce qui revenait, dans ce cas, à laisser de côté des pans entiers de l'activité de la région, ici toutes les usines de spiritueux, et toutes les minoteries du groupe de minoteries de l'*oblast*. Autre problème, sans doute fréquent : le tirage mécanique avait sélectionné une entreprise difficile d'accès, et dont le caractère fermé devait dissuader les statisticiens de l'observer de trop près.

L'usine boîte postale n° 125²⁰, de type fermé, est située loin de la ville, elle n'est pas reliée à la ville par des moyens de transport.

C'est pourquoi l'enquête de budgets de ses ouvriers et travailleurs sera sujette à de nombreuses complications et la Direction statistique de l'*oblast*, en accord avec l'administration statistique d'Ukraine (*Ukrstat*), a jugé possible de la remplacer par une usine proche d'elle sur la liste (en haut de la liste), la plus grosse usine de camions de l'*oblast* de Lvov, qui possède de très bonnes perspectives de développement dans l'avenir. Par le salaire mensuel moyen, cette usine de camions est typique.

Dans un autre cas encore, c'est la main-d'œuvre de l'entreprise qui ne correspondait pas à l'idée que les statisticiens se faisaient du prolétariat urbain :

Par ailleurs, pour la sélection d'ouvriers et d'employés dans la fabrique de meubles pliants et dans l'usine de verre n° 2 des difficultés vont apparaître,

18. *Ibid.*

19. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1151, l. 84-85. Note de la Direction statistique de l'*oblast* de Lvov adressée au Département de statistique des budgets ouvriers, employés et paysans de la CSU et au même département de la Direction statistique de la république d'Ukraine, 22 décembre 1951. Selon le plan de la CSU, 160 budgets devaient être suivis dans l'*oblast*, répartis entre 112 budgets ouvriers de l'industrie (dont 62 parmi les ouvriers qualifiés, 50 parmi les peu ou pas qualifiés), 15 budgets d'ITR, 11 d'employés, 12 d'enseignants des écoles primaires et moyennes, 10 de médecins et membres du personnel médical. Les ouvriers étaient répartis entre 5 branches : 41 dans la construction de machines et la métallurgie, 20 dans les matériaux de construction industrielle, 15 dans le travail du bois, 20 dans l'industrie textile et 16 dans l'alimentation.

20. Il s'agit d'une usine dont l'adresse doit être gardée secrète.

du fait que 30 à 40 % des ouvriers de cette entreprise vivent dans des zones rurales.

Même si on remplace lesdites entreprises par d'autres, l'écart entre le salaire mensuel moyen des entreprises sélectionnées et le salaire mensuel moyen dans la branche excédera 10 %.

Au moment de sélectionner les familles d'ouvriers dont nous suivrons le budget, dans la mesure du possible les familles vivant dans des localités rurales seront remplacées par des familles typiques, vivant en ville.

Quant aux familles kolkhoziennes, il importe de suivre également les principes de leur sélection, et comment celle-ci fut appliquée sur le terrain. On retrouve les mêmes procédés que pour les budgets ouvriers, même si les critères utilisés sont plus nombreux afin de rendre compte d'un fonctionnement économique plus complexe, qui rend le travail de catégorisation plus difficile : le revenu paysan est encore faiblement monétarisé, il compte des sources multiples en dehors de l'employeur principal, le kolkhoze. Au final, la spécialisation agricole du kolkhoze remplace la catégorie « branche de production » utilisée pour les travailleurs de l'industrie²¹. Au sein de chaque spécialité, la taille du revenu distribué entre chaque kolkhozien sert d'équivalent au fonds salarial de l'entreprise. Les familles kolkhoziennes elles-mêmes sont classées en fonction du nombre de *trudodni* (journées de travail) fournis et de la présence de vaches en propriété personnelle, un équivalent du classement en fonction du salaire qui tient donc compte du travail collectif et de l'activité privée²².

Le parallèle avec les travailleurs de l'industrie peut se poursuivre sur un autre point : l'exclusion d'emblée de l'échantillon des « pattes cassées ».

[...] conformément aux instructions pour la sélection des budgets à enquêter, n'ont pas été retenues les familles kolkhoziennes dont les membres ne travaillaient pas dans le kolkhoze et n'avaient pas de revenu du kolkhoze ; n'ont pas été retenues les familles dans lesquelles il n'y a pas de membres valides. La plus grande taille des revenus des familles de kolkhoziens sélectionnées s'explique aussi du fait que dans chaque intervalle, comme indiqué plus haut, c'est la famille du haut de la liste qui a été sélectionnée²³.

Une autre caractéristique de l'échantillon apparaît au contraire spécifique au traitement des kolkhoziens. En effet, au moins pour certaines régions, le principe de proportionnalité n'a visiblement pas été respecté, puisqu'on trouve le même

21. L'échantillon se répartissait comme suit : 17 300 familles des kolkhozes à blé, 4 400 familles des kolkhozes d'élevage, 6 400 des kolkhozes de cultures techniques, et 900 d'autres types de kolkhozes, essentiellement maraîchers. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1147 « Ob itogah obsledovanija bjudžetov rabočih promyšlennosti i bjudžetov kolhoznikov za 11 mesjacev 1952 goda » (Bilans de l'enquête de budgets des ouvriers de l'industrie et des budgets des paysans sur 11 mois de l'année 1952), note d'Igumencev, directeur du Département de la statistique des budgets de la CSU d'URSS.

22. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1148, l. 96.

23. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1769.

nombre de ménages enquêtés dans les nouveaux territoires de l'enquête, indépendamment de la taille de la population agricole²⁴. Un second problème apparaît, qui a sans doute les mêmes causes que ce qui précède : un inventaire plus difficile à établir des unités d'enquête ou, en tout cas, une moindre aisance à les incorporer à l'enquête. En effet, les spécialisations agricoles ne sont pas représentées de façon proportionnelle pour chaque territoire. Par exemple, la spécialisation en élevage est exclusivement représentée dans l'échantillon par des kolkhozes d'Asie centrale (Kirghizie, Kazakhstan), la spécialisation en cultures techniques renvoie essentiellement à des kolkhozes producteurs de coton, etc. À l'inverse, certaines régions n'apparaissent dans l'échantillon que pour une seule spécialité, comme les pays baltes pour la production laitière. Ce recoupement entre des spécialisations agricoles et des territoires spécifiques complique, on le verra plus loin, l'interprétation des résultats.

La construction du nouveau réseau de ménages enquêtés posa également d'inévitables problèmes sur le terrain. Ils furent particulièrement aigus dans les territoires récemment annexés à l'Union soviétique, où la collectivisation forcée fut accompagnée de déportations et d'un terrible cycle de répression visant à purger la population de ses éléments nationalistes et soupçonnés de collaboration avec l'ancien occupant nazi. En ce début des années 1950, la maîtrise de l'ordre public dans les campagnes en voie de « soviétisation » reste visiblement très incertaine. Ainsi la sélection des kolkhoziens des pays baltes ne put être laissée au seul tirage mécanique. Le 10 janvier 1952, le chef de la Direction statistique de la république d'Estonie exposa dans une note à Monahov, vice-directeur de la CSU, les difficultés rencontrées localement :

Au moment de la sélection des ménages pour l'enquête des budgets des kolkhoziens, les autorités du district (*rajon*) nous ont posé la question de l'éventuel remplacement de trois kolkhozes sélectionnés, à savoir le kolkhoze « Pervoe Maja » dans le Koseskij *rajon*, le kolkhoze « Hommik » dans le Rakvereskij *rajon* et le kolkhoze « Vyidu Tee » dans le Tyrvaskij *rajon*, pour les raisons suivantes :

Dans le kolkhoze « Pervoe Maja », de nombreux membres du kolkhoze n'inspirent pas confiance politiquement, car bon nombre d'entre eux ont servi, sous l'occupation allemande, dans les rangs des fascistes et possèdent des proches qui ont été réprimés par le pouvoir soviétique.

Le Comité exécutif et le Comité du parti du Koseskij *rajon* n'ont pu jusqu'à présent sélectionner un candidat pour la fonction de statisticien des budgets, car les *rabotniki* qui peuvent convenir refusent de travailler dans le kolkhoze pour les raisons expliquées plus haut.

Dans le kolkhoze « Hommik » du Rakvereskij *rajon*, une partie importante des membres du kolkhoze sont des vieux-croyants, c'est pourquoi les autorités

24. 504 ménages kolkhoziens pour chaque république balte et pour la Moldavie, 506 pour chacun des 11 *oblasti* ukrainiens (également 504 en Kirghizie, 506 en Azerbaïdjan). RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1148, l. 123-125, «Spravka o porjadke otbora semej kolhoznikov i raspredelenii bjužetov po respublikam» (Note sur l'ordre de sélection des familles kolkhoziennes et sur la répartition des budgets entre les républiques), annexe 9.

du *rajon* considèrent comme impossible d'organiser dans ce kolkhoze la tenue de budgets kolkhoziens et de recevoir de leur part des données fiables.

Les autorités locales du Tyrvaskij *rajon* ont posé la question de l'éventuel remplacement du kolkhoze « Vyidu Tee » pour des raisons analogues à celles du Koseskij *rajon*. De nombreux membres du kolkhoze « Vyidu Tee » ont fait partie des troupes allemandes et, avec des proches qui ont été soumis à la répression, n'inspirent pas politiquement confiance²⁵.

Le même type d'alarme se faisait entendre de Lituanie :

La direction statistique de la république de Lituanie demande de remplacer le kolkhoze « Venibe » du Tauragskij *rajon* pour l'enquête de budgets des kolkhoziens par le kolkhoze « Vintso Kudiorkos » du même *rajon* pour les raisons suivantes :

Du fait des conditions locales dans le kolkhoze « Venibe », il n'est pas possible d'organiser le travail sans escorte le jour, et la nuit il est indispensable de quitter le kolkhoze.

Le kolkhoze « Venibe » est situé à pratiquement 15 kilomètres du chef-lieu du *rajon* et de la station ferroviaire la plus proche, au milieu des bois et des marécages. En raison de l'absence de chemins, il est impossible, au printemps et à l'automne, de se rendre dans le kolkhoze.

En conséquence, l'enquête de budgets n'a pas encore commencé dans le kolkhoze « Venibe »²⁶.

En Ukraine occidentale, dans l'*oblast* de Volynie

Du fait que le kolkhoze « Radians'ka Volin' » du Luckij *rajon* a été organisé à la fin de l'année 1950, que le renforcement organisationnel et économique n'est pas achevé, qu'une part importante des kolkhoziens aptes au travail ne participent pas à la production collective, mais s'occupent à des travaux occasionnels, sans lien avec la production du kolkhoze, qu'en outre une partie importante des kolkhoziens n'est pas bien intentionnée sur le plan politico-moral, jusqu'à maintenant du côté de certains individus des actions se poursuivent dirigées contre le pouvoir soviétique, ce qui complique la tenue de réunions et la mise en place de l'enquête de budgets, nous vous demandons la permission de remplacer ce kolkhoze par le kolkhoze « Novoe Žittja »²⁷.

L'exemple ukrainien

La description du fonctionnement des enquêtes de consommation pour l'Ukraine apporte un éclairage particulièrement intéressant, puisqu'il s'agit d'un réseau

25. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1151, note de Timakov, directeur de la Direction statistique de la république d'Estonie à V. F. Monahov, directeur adjoint de la CSU d'URSS, 10 janvier 1952. Timakov proposait en échange trois autres kolkhozes.

26. *Ibid.*, l. 214, note de N. Semakov, directeur de la Direction statistique de la république de Lituanie, adressée à la CSU d'URSS, Département des budgets, 14 janvier 1952.

27. *Ibid.*, l. 178, note de I. Gladušenko de la Direction statistique de l'*oblast* de Volynie au directeur adjoint de la CSU d'URSS, V. F. Monahov, 10 janvier 1952.

complètement reconstruit. La Direction statistique d'Ukraine avait organisé depuis le début 1952 le nouveau réseau d'enquête²⁸. L'enquête se déroulait dans 242 kolkhozes répartis dans 11 *oblasti*, à raison de 22 kolkhozes dans chaque *oblast*. Dans chaque kolkhoze, 23 ménages (*hozjajstva*) étaient observés, soit 5 566 familles de kolkhoziens. 3 404 appartenaient à des kolkhozes céréaliers, 1 771 à des kolkhozes spécialisés dans les cultures techniques.

L'administration statistique ukrainienne avait également mis au point l'enquête sur les ouvriers et employés, dont 3 004 familles d'ouvriers (1 718 ouvriers qualifiés et 1 286 ouvriers faiblement qualifiés). La proportion entre ouvriers qualifiés et non qualifiés variait fortement d'un *oblast* à l'autre, d'une branche à l'autre.

Enquête de budgets d'ouvriers et employés en Ukraine

branches de l'industrie	budgets d'ouvriers	dont	
		ouvriers qualifiés	ouvriers non qualifiés
métallurgie lourde	380	190	190
charbon	780	507	273
pétrole	40	23	17
minerai de fer	70	50	20
centrale électrique	71	41	30
chimie	100	56	44
construction de machines	924	477	447
matériaux de construction	120	72	48
travail du bois	67	34	33
textile	97	72	25
confection	100	70	30
cuir, chaussures	45	28	17
alimentation	180	80	100
typographie	30	18	12
<i>total</i>	<i>3 004</i>	<i>1 718</i>	<i>1 286</i>

Source : RGAE, f. 1562, op. 26, d. 81, l. 215.

Un tableau détaillé sur le réseau d'enquête pour les budgets ouvriers et employés aborde deux points importants et pourtant pas toujours faciles à documenter, même si les données ne portent que sur le 4^e trimestre 1952 : celui de la déperdition d'effectifs — un aspect essentiel pour une enquête qui se caractérise par sa continuité — ; celui de la répartition des ménages, y compris, de façon détaillée (ce

28. À la suite du *postanovlenie* du Conseil des ministres d'URSS n° 4354 du 3 novembre 1951 et du décret du Conseil des ministres de la république d'Ukraine n° 3457 du 21 novembre 1951.

qui est rare) pour les catégories « marginales » de l'enquête, c'est-à-dire celles qui n'appartenaient pas à la production industrielle.

**Réseau d'enquête pour les budgets des ouvriers et employés
en Ukraine, 4^e trimestre 1952**

	plan	enquêtés au 4 ^e trimestre 1952	enquêtés de fait		
			en octobre	en novembre	en décembre
ouvriers qualifiés	1 718	1 769	1 761	1 761	1 760
ouvriers peu qualifiés	1 286	1 209	1 206	1 205	1 204
ITR	390	409	403	410	409
employés	222	229	228	228	229
instit. écoles secondaires (<i>srednie školy</i>)	118	118	117	117	117
instit. écoles primaires (<i>načal'nye školy</i>)	116	116	116	116	116
médecins	39	39	39	38	38
personnel médical moyen	111	111	110	110	111
<i>total</i>	<i>4 000</i>	<i>4 000</i>	<i>3 980</i>	<i>3 985</i>	<i>3 984</i>

Source : RGAE, f. 1562, op. 26, d. 81, l. 175.

Les différences entre les effectifs préconisés par le plan et ceux de l'enquête effective, plus importantes pour les ouvriers de faible qualification que pour les autres catégories²⁹, étaient simplement expliquées par le passage d'un groupe de qualification à l'autre au cours de l'enquête. On retrouve des tendances comparables pour la RSFSR, mais avec des écarts plus importants³⁰. Il faut noter que le taux de perte

29. Les effectifs engagés dans l'enquête sont inférieurs de 6% au plan (6,3% pour les effectifs effectivement enquêtés).

30. « Dans les bilans généraux d'analyse des budgets pour l'année 1952 sont incluses les données de l'enquête sur 6 243 familles d'ouvriers qualifiés et 4 441 familles d'ouvriers peu ou non qualifiés. Sur toute l'année ont été observées 79% des familles d'ouvriers qualifiés et 74% d'ouvriers peu ou non qualifiés ; les autres familles, pour différentes raisons au cours de l'année, sont sorties du réseau d'enquête et ont été remplacées par d'autres familles typiques », RGAE, f. 1562, op. 26, d. 80, l. 163, 23 mars 1953.

est remarquablement bas, au regard d'enquêtes comparables menées à la même époque dans les pays occidentaux³¹. On y lit entre les lignes la fameuse « conscience politique » des enquêtés, évoquée plus haut, accompagnée sans doute plus prosaïquement par toutes sortes de pressions.

Un autre point mérite d'être abordé au travers de l'enquête ukrainienne, même s'il vaut pour l'ensemble de l'Union, celui des célibataires. Il est bien plus important parmi les peu qualifiés : 27 % des ménages, contre 16 % chez les qualifiés. Cependant, de nettes variations apparaissent selon les branches, une césure se faisant avec les branches de l'industrie légère : 58 % de célibataires dans les ménages peu qualifiés de la confection (43 % chez les qualifiés), 37 % dans l'industrie alimentaire (21 % chez les qualifiés) ou encore 40 % chez les ménages qualifiés de l'industrie textile.

Le rapport s'attachait à expliquer certains résultats en variant l'argumentation, invoquant la présence dans l'échantillon d'une entreprise au personnel « atypique » dans certains cas, ou les réalités de la branche elle-même dans d'autres cas donnant ainsi l'impression que ce paramètre n'était pas maîtrisé dans le recrutement de l'échantillon.

Parmi les différentes branches de l'industrie lourde, on trouve le plus grand nombre de célibataires et de familles de taille moindre chez les enquêtés de l'industrie chimique. Une telle composition s'explique principalement par l'usine d'azote et d'engrais minéraux de Dneprodzeržinskij, dans laquelle le recrutement (*nabor*) des ouvriers se fait surtout parmi les jeunes des villages environnants, appartenant à des ateliers spéciaux de jeunes. Parmi les ouvriers qualifiés enquêtés de l'usine [...] on trouve environ 35 % de célibataires et plus de 53 % chez les peu qualifiés.

Dans l'industrie de la confection :

Dans les fabriques de confection, le contingent d'ouvriers se recrute (*podbi-raetsja*) essentiellement parmi des femmes ou des jeunes filles célibataires des villages environnants, n'ayant aucune qualification. Le travail de production de produits de confection se limite à une multitude de petites opérations et n'exige pas une longue formation. La rémunération du travail dans les fabriques est faible comparée à celle des autres branches. Dans les fabriques de confection où est menée l'enquête sur les budgets des ouvriers (L'vovskaja N° 2, Umanskaja, Odesskaja, Molodaja Gvardija, etc.) il existe un *turn-over* de la main-d'œuvre plus élevé que dans les entreprises des autres branches.

Dans l'industrie textile :

[...] En outre, dans l'industrie textile parmi les ouvriers qualifiés, le pourcentage de célibataires est moindre que parmi les peu qualifiés, du fait de la filature de coton de Poltava et de la fabrique « Krasnaja nit' » où le contingent d'ouvrières est rempli par les jeunes ayant achevé les écoles FZO [fabrično-zavodskogo obučenijsja].

31. Voir J. Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages », *art. cit.*

Cette forte présence de célibataires embarrasse l'administration statistique, essentiellement en raison d'une structure des dépenses « atypique » dans ce type de budget, même s'il n'est jamais clair si elle revient à un biais de la sélection (il est dans doute plus facile d'intégrer dans le réseau d'enquête une population jeune et donc mieux alphabétisée que ses aînés, sans doute plus encadrée par le Komsomol et donc politiquement plus « consciente ») ou à la réalité de l'URSS de l'après-guerre. De façon notable, les tristes caractéristiques démographiques de cette période (fort déséquilibre hommes/femmes, important nombre de veuves) ne sont jamais évoquées.

Un dernier aspect de l'enquête mérite enfin d'être souligné : le recrutement d'enquêteurs et leur rôle dans la bonne tenue de l'enquête. Dans les administrations statistiques des 11 *oblasti* et de Kiev, un secteur des budgets ouvriers et employés avait été organisé, avec une équipe de 200 statisticiens. Ces derniers devaient, au moins deux fois par mois, visiter les familles d'ouvriers et d'employés, remplir les formulaires après avoir interrogé les membres de la famille en s'aidant des notes auxiliaires tenues par les familles ainsi que de tous les documents se rapportant aux budgets (sur le salaire, les primes, les allocations, pensions, le loyer, le paiement des services communaux, etc.). Deux fois par trimestre, les fonctionnaires de la Direction statistique et les inspecteurs de *rajon* de la CSU devaient contrôler le travail de chaque statisticien attaché aux enquêtes de budgets, en étant présents au moment de la discussion entre le statisticien et la famille, ou en allant voir seuls les familles enquêtées.

Pour les budgets paysans, là encore des secteurs spécialisés avaient été créés dans les directions statistiques et 242 statisticiens avaient été recrutés. Les documents auxiliaires consultés au cours des visites pour vérifier les informations consignées dans les carnets portaient sur les rentrées en nature et en argent en provenance du kolkhoze, le nombre de *trudodni* effectués, les livraisons obligatoires à l'État, etc. Or, la mauvaise tenue de la comptabilité dans beaucoup de kolkhozes empêchait les statisticiens de recevoir les informations à temps et conduisait au sous-enregistrement. D'autre part, le fait que beaucoup de statisticiens ne résidaient pas dans le kolkhoze, mais dans les chefs-lieux, à grande distance du kolkhoze, paraissait défavorable à la qualité de l'enquête. Par exemple, dans l'*oblast* de Volynie, seuls deux statisticiens sur 22 vivaient dans le kolkhoze, cinq seulement dans l'*oblast* d'Odessa.

Une rumeur avait couru parmi les familles enquêtées, urbaines et rurales, certaines n'avaient pas compris le principe de continuité et pensaient donc être remplacées par d'autres à la fin 1952. La Direction de la statistique ukrainienne avait dû avoir recours aux comités locaux du parti pour convaincre les familles de poursuivre leur collaboration avec la CSU. Cet épisode montre bien que les primes n'étaient pas les seules incitations à rester dans le réseau et que la CSU s'appuyait sur d'autres structures d'encadrement.

L'enquête des syndicats

Afin de saisir toute l'importance accordée à ce type d'observation du social en Union soviétique, il est important de noter que, parallèlement à l'administration statistique, la

direction des syndicats avait son propre réseau d'enquêtes, évidemment beaucoup plus modeste : à la fin de 1950, l'enquête, en phase d'expansion, portait sur 3 114 familles, dont 2 416 familles d'ouvriers, 314 d'ITR, 240 d'employés, 71 d'enseignants, 73 de travailleurs médicaux, dans 175 entreprises de Moscou, de Leningrad, du Donbass, de l'Oural, de Sibérie occidentale, d'Extrême-Orient, d'Asie centrale, de Bakou, soit dans 6 républiques. À la fin de 1952, elle comptait 3 666 familles dont 2 922 familles d'ouvriers, 1 633 familles d'ouvriers qualifiés de l'industrie, 737 familles d'ouvriers peu ou pas qualifiés³².

On voit que les catégories enquêtées sont désignées de façon très proches de l'enquête de la CSU. En revanche les bas salaires font l'objet d'une attention spécifique. Ainsi, parmi les 3 114 familles enquêtées en 1950, 494 comptaient un chef de famille avec un salaire inférieur à 500 roubles. On verra par la suite, dans l'examen de la réforme des loyers de 1952, toute l'importance de cette orientation favorable aux faibles revenus.

II. L'utilisation de l'enquête

Les archives révèlent donc une riche production chiffrée, qui n'était pas destinée à la publication, mais dont une partie était diffusée en dehors du service producteur, notamment par le biais de notes analytiques. Les recueils d'archives actuellement publiés accordent une bonne place à ce type de documents et contribuent à donner au thème de la consommation une importance grandissante dans les recherches en cours sur l'après-stalinisme, mais aussi sur le second stalinisme. Cependant, la publication de documents bruts n'est pas suffisante pour permettre de véritablement comprendre la place de ce type de données dans la prise de décisions politiques.

De fait à quel usage cette production statistique est-elle destinée ? Dans leurs plaidoyers pour améliorer l'enquête, les statisticiens soulignent à plusieurs reprises le caractère unique des informations fournies par les enquêtes de budgets, nécessaires pour le fonctionnement de la planification économique : elles sont indispensables pour connaître le volume de consommation en produits agricoles et produits manufacturés, ce qui est produit et dépensé par les kolkhoziens, employés, ouvriers sur leur lopin (*ličnoe podsobnoe hozjajstvo*) ; la part respective des biens acquis dans le commerce d'État, les coopératives, sur le marché ; le paiement de services à des particuliers ; la part de produits en provenance du lopin et de produits reçus du kolkhoze en échange des *trudodni* effectués ; la redistribution des revenus en argent parmi les différents groupes de la population à travers le marché ; les réserves en vivres et en matériel ; les réserves en argent parmi différents groupes de la population. Le caractère continu de l'enquête constitue enfin un atout majeur : particulièrement adaptée à la grande saisonnalité des revenus, des dépenses, de la consom-

32. GARF, f. 5451, op. 43, d. 1079, l. 13. Rapport de V. Kuznecov, envoyé à Stalin et à Malenkov en décembre 1952.

mation, elle permet aussi, grâce à l'analyse mensuelle des données, l'observation fine de l'influence des mesures du gouvernement sur les budgets familiaux³³.

Les rapports sur les enquêtes constituent donc une forme d'utilisation, parmi bien d'autres, des données. La richesse des informations permet, en tenant bien évidemment compte des biais, d'étudier l'évolution de la consommation d'une partie de la population soviétique, ainsi que des formes de commerce. C'est ce qu'ont fait récemment Julie Hessler et Donald Filtzer³⁴, tandis que Basile Kerblay, aux débuts des années 1960, traçait un programme de recherches qu'il ne put lui-même accomplir, faute d'accès aux données³⁵, alors qu'aujourd'hui ces données sont disponibles.

L'économie de la note

On trouve trois niveaux de rapports : ceux qui sont envoyés par les administrations locales à l'administration centrale de la statistique ; ceux qui sont envoyés par l'administration statistique au *Gosplan* ; ceux enfin qui s'adressent à la direction politique du pays, c'est ainsi que nous nommons ici les dirigeants au sein du gouvernement en charge des questions économiques³⁶.

Les rapports sont relativement standardisés dans leurs rubriques : ils précisent la situation socio-démographique des familles enquêtées, en donnant quelques indications sur la composition du ménage : le nombre de personnes et leur répartition (actifs/à charge). L'analyse du revenu des ménages fait écho à ces indications : part du salaire principal, du salaire des autres membres de la famille, pensions, bourses et autres transferts sociaux. La structure des dépenses constitue le second grand volet de l'analyse. Les deux postes principaux sont les dépenses alimentaires et les dépenses

33. RGAE, f. 1562, op. 327, d. 322, l. 9-15 (juin 1948).

34. Julie Hessler, *A social history of Soviet trade: trade policy, retail practices, and consumption, 1917-1953*, à paraître ; D. A. Filtzer, *Soviet workers and late Stalinism. Labour and the restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

35. B. Kerblay, « L'évolution de l'alimentation rurale en Russie, 1896-1960 », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 5, 1962, p. 885-1913. Reproduit in B. Kerblay, *Du mir aux agrovilles*, Paris, Institut d'études slaves, 1985. L'article de Basile Kerblay étudiait l'évolution de l'alimentation paysanne entre 1896 et 1960 en s'appuyant sur deux types de sources : d'une part les enquêtes de budgets menées par les *zemstva* puis par l'administration statistique soviétique, d'autre part des enquêtes monographiques, dont certaines portant sur les années 1930. Cependant, l'arrêt des publications des résultats des enquêtes statistiques à partir de 1932, de même que le caractère succinct des données pour la période post-1953 contribuent à donner un caractère très lisse à la description de Basile Kerblay, qui mentionne la crise du début des années 1930, sans pour autant parler de famine, ou encore les années de guerre, et ne mentionne pas même celle de 1946. Conscient des limites de ces sources, il énumère par ailleurs le type de questions auxquelles il n'est pas en état de répondre : suivre l'évolution de la consommation rurale en quantité physique, étudier l'évolution des frontières alimentaires sur une grande période, ou encore analyser « l'élasticité de la consommation paysanne en fonction des revenus ».

36. *Politbjuro CK VKP(b) i Sovet Ministrov SSSR, 1945-1953*, Moscou, Rosspen, 2002.

pour les produits manufacturés. On trouve aussi la part des dépenses pour les impôts, achats d'obligations, cotisations, etc., ainsi que les dépenses « culturelles », mais cet ensemble est traité de façon secondaire et n'est pas toujours analysé. Les dépenses alimentaires sont décomposées pour les produits dits de base : pain, farine, pommes de terre, viande et produits carnés, poisson, graisses, sucre et confiserie, parfois aussi légumes et fruits. Les produits manufacturés examinés en détail concernent exclusivement l'habillement : achat de tissus au mètre, en distinguant cotonnade, tissus de laine et soie, chaussures, souvent divisées entre chaussures en cuir et chaussures en résine. La consommation est ensuite présentée par tête, sans distinction en fonction de l'âge ou du sexe, même si, on l'a vu, les différences entre les modes de consommation des célibataires et des familles sont connues et soulignées par les statisticiens. Rien n'est jamais dit en revanche sur la consommation propre aux enfants, adolescents, personnes âgées, entre les hommes et les femmes...

L'analyse des budgets kolkhoziens suit à peu près ce schéma, auquel il faut ajouter une attention plus grande à la structure par âge et par sexe des ménages, liée à l'analyse du travail effectué par les membres du ménage, à la fois dans le kolkhoze et à l'extérieur (entreprises et coopératives). L'analyse de leurs revenus concerne à la fois les revenus en argent et en nature.

Les chiffres et les mots

La lecture doit se faire à deux niveaux : celui des données chiffrées, généralement présentées sous la forme de tableaux, et celui du commentaire qui les accompagne.

Quatre axes permettent aux auteurs des notes de présenter leurs résultats de façon différenciée : l'axe du temps, l'axe de la qualification pour les ouvriers, celui de la branche de production ou de la spécialisation agricole, enfin l'axe territorial.

En ce qui concerne tout d'abord l'évolution dans le temps : dans les rapports d'après-guerre, les données utilisées par tous les statisticiens ne remontent pas avant 1940. L'enjeu des rapports du début des années 1950 est de faire apparaître un retour à la normale, en montrant comment les données du début de la décennie sont comparables avec celles de l'immédiat avant-guerre. Parfois, une autre date de référence apparaît, par exemple 1947, qui fait entrapercevoir les bouleversements de la guerre et de l'après-guerre, marqué par la famine (les rapports parlent de sécheresse) et la réforme monétaire de 1947. Dans ces années, le recours au marché apparaît massif, aussi bien comme source de revenu devenue fondamentale pour les ménages, tant urbains que ruraux, que comme lieu où se procurer biens alimentaires et manufacturés.

Au-delà du retour à la « normale », l'axe du temps devait servir aussi, au fur et à mesure qu'on avance dans les années 1950, à montrer l'amélioration du niveau de vie de la population. Pourtant, si les commentaires insistaient sur l'augmentation de la consommation en produits riches sur le plan nutritionnel, c'est bien la consommation de la pomme de terre qui avait le plus nettement augmenté, à en croire les chiffres des tableaux. De façon générale, ces chiffres ne pouvaient masquer le fait

qu'on se trouvait bien dans une économie de misère, aussi bien sur le plan alimentaire que dans la consommation, infime, de produits culturels, sans parler de l'habillement, secteur où le prêt-à-porter semble à peu près absent, et où l'achat de chaussures en résine progressait plus vite que celui de chaussures en cuir, tandis que la consommation du savon de toilette était en régression...

De fait, les rapports avaient le plus grand mal à opérer des distinctions nettes entre les groupes sociaux enquêtés. Du point de vue alimentaire, il n'y avait guère que la viande qui pût servir d'élément discriminant. Pour les autres biens de consommation, l'achat de tissus de valeur était le type de consommation le plus sensible aux différences de revenus.

On peut trouver plusieurs causes à ce relatif égalitarisme. D'abord une pénurie absolue de biens, que même le marché ne pouvait pallier. Ensuite, il n'était pas évident pour les statisticiens de saisir quelle était la meilleure variable pour présenter les stratifications sociales. Sans parler des kolkhoziens, aux revenus mixtes et irréguliers, les notes montraient bien, dans le cas des ouvriers de l'industrie, combien la distinction entre qualifiés et non qualifiés pouvait manquer de pertinence, tant étaient primordiales les différences entre branches, mettant les qualifiés de l'industrie légère loin derrière ceux de l'industrie lourde.

D'autre part, les groupes jugés périphériques comme les enseignants ou le personnel médical étaient traités ensemble sans que cette agrégation soit tout à fait cohérente.

On l'a bien vu dans la construction de l'échantillon, le bas de l'échelle salariale était considéré comme inutile, car non représentatif de la société soviétique dans son évolution, alors qu'étaient privilégiés les revenus les plus élevés. On retrouve cette dissymétrie dans les notes qui présentent des sections à part sur les ouvriers les mieux payés ou les kolkhoziens d'avant-garde. Pourtant, il était difficile là encore de faire illusion et le commentaire avait du mal à dépasser le stade de la pure anecdote lorsqu'il s'agissait de l'achat d'objets domestiques de valeur ou de consommation « culturelle », censés illustrer « la croissance du bien-être matériel du peuple soviétique ». Ainsi, dans des rapports consacrés à l'Ukraine en 1953³⁷, la consommation de produits manufacturés était mise en valeur, sous la forme d'exemples nominatifs, ce qui finalement n'était guère convaincant quant à « l'augmentation du niveau de vie matériel et culturel des ouvriers ». On pouvait lire :

Ainsi, par exemple, un ouvrier qualifié de la mine n° 10 dans l'*oblast'* de Stalinsk a acheté une voiture « Pobeda » pour 15 000 roubles ; un ouvrier

37. RGAE, f. 1562, op. 26, d. 81, l. 175-194, « Itogi obsledovanija bjudžetov rabočih i službaščih za IV kvartal 1952 goda po Ukrainskoj SSR » (Bilans de l'enquête de budgets ouvriers et employés pour le 4^e trimestre de l'année 1952 en RSS d'Ukraine), note de I. Jaščuk, directeur de la Direction statistique de la république d'Ukraine au cam. V. F. Monahov, 27 février 1953. *Ibid.*, l. 195-212 « Osnovnye pokazateli obsledovanija bjudžetov kolhoznikov po Ukrainskoj SSR za 1952 god » (Indices de base de l'enquête de budgets kolkhoziens en RSS d'Ukraine), note de I. Jaščuk du 11 avril 1953. *Ibid.*, l. 214-223 « Osnovnye pokazateli obsledovanija bjudžetov rabočih po Ukrainskoj SSR za III i IV kvartaly 1952 goda » (Indices de base de l'enquête de budgets ouvriers en RSS d'Ukraine pour le 3^e et le 4^e trimestre de l'année 1952), note de I. Jaščuk du 15 avril 1953.

qualifié de la mine n° 1 du même *oblast'* a acheté une motocyclette au prix de 5 000 roubles. En outre, d'autres ouvriers enquêtés de l'industrie minière dans l'*oblast'* de Stalinsk ont acquis une automobile, 2 motocyclettes, 8 récepteurs radio, 7 phonographes, etc. [...]

Par exemple, les mineurs enquêtés de l'*oblast'* de Stalinsk ont acquis au 4^e trimestre une voiture, deux motocyclettes, une maison pour 6 000 roubles, 8 récepteurs radio, 7 phonographes, etc.³⁸

[...] Le niveau matériel et culturel de la vie des ouvriers peut être caractérisé par les données suivantes sur les familles d'ouvriers de l'*oblast'* de Stalinsk : au 1^{er} janvier 1953, sur 1 000 familles enquêtées, on trouve 5 automobiles, 27 motocyclettes, 345 appareils radio, 138 bicyclettes, 60 phonographes.

D'autres dépenses de luxe étaient complaisamment soulignées dans le cas des ITR, dans un sens positif puisque ce groupe social devait incarner la *kulturnost'* soviétique depuis le milieu des années 1930 :

Par exemple la famille d'un ingénieur de l'usine de construction de wagons de Krjukovskij de l'*oblast'* de Poltava a acheté un vêtement de confection en soie pour la somme de 1 260 roubles et un manteau de fourrure pour 725 roubles. Un ingénieur de la direction de la mine Ilič de l'*oblast'* de Dnepropetrovsk a acquis un piano pour 4 320 roubles.

Enfin, l'axe territorial aurait sans doute été d'une grande pertinence pour une enquête qui couvrirait désormais un territoire immense. Les analyses montraient pourtant une grande difficulté à étudier des différences de comportement en termes géographiques, et donc culturels. Des données sur la fréquentation des marchés fournissaient un aperçu de l'extraordinaire diversité des situations. Pourtant, souvent, l'explication géographique était au contraire laissée de côté. C'est particulièrement net dans le cas de l'analyse des budgets kolkhoziens, où le commentaire préférerait mettre en avant la spécialisation agricole, alors qu'on a vu comment, par construction, cette spécialisation renvoyait à un territoire précis.

Confidentialité et langue de bois

La difficulté à laquelle se heurtent les rapports pour analyser de véritables clivages au sein de la population enquêtée, la question délicate de la représentativité de l'échantillon, tant celle recherchée que celle obtenue, pourraient faire penser que les rapports sont de la pure langue de bois administrative au service du discours éternellement optimiste des dirigeants politiques. Leur statut est pourtant plus complexe. Les enquêtes n'ont pas une fonction de propagande, contrairement à ce que certains ont pu juger trop hâtivement. On en veut pour preuve la consigne

38. On notera que l'achat de la maison a disparu dans le rapport d'avril envoyé au premier secrétaire du Comité central du parti communiste d'Ukraine et au président du Conseil des ministres de la république d'Ukraine.

absolue du secret sur les résultats³⁹. Dans une note du 3 juin 1949 adressée à toutes les directions statistiques d'URSS concernées par l'enquête, il était rappelé :

La qualité des matériaux de l'enquête des budgets des familles d'ouvriers, d'ITR et d'employés de l'industrie à l'heure actuelle, par comparaison avec la période de la guerre, s'est quelque peu améliorée ; cependant, il reste encore des sous-estimations dans le domaine des revenus, des dépenses, et surtout de la consommation des familles enquêtées. [...] La CSU d'URSS vous informe à nouveau que l'instruction (*ukazanie*) du directeur de la CSU, le cam. Starovskij, du 28/1-1943 : « ...3. Désormais, jusqu'à l'élimination de la situation insatisfaisante du travail au sujet des budgets des ouvriers et employés, je vous demande de cesser toute utilisation des données d'enquête de budgets pour tout calcul ou note d'information (à part les notes d'information présentées à la CSU selon la procédure établie) » reste en vigueur⁴⁰.

La confidentialité n'équivaut pourtant pas forcément à une grande liberté de ton. C'est ce qu'illustrent les commentaires envoyés par Pisarev, directeur adjoint de la CSU d'URSS, au directeur adjoint de la direction de la statistique de l'*oblast'* de Tcheliabinsk en 1949 :

Dans la note que vous avez présentée, il arrive de tomber sur des formules malheureuses. En particulier la conclusion, correcte sur le fond, que la réforme monétaire et l'introduction de prix d'État au détail unifiés a nettement fait diminuer la présence d'éléments spéculateurs (p. 2), juxtaposée aux données des budgets des familles d'ouvriers, donne l'impression que la majorité des membres des familles d'ouvriers s'adonnait à la spéculation avant l'introduction de la réforme monétaire. « Nous assistons à l'augmentation du salaire des autres membres de la famille de 804 roubles par tête en 1947 à 1 047 roubles par tête en 1948 du fait que la réforme monétaire a amené une diminution sensible de la spéculation et par là-même a obligé les autres membres de la famille à prendre un travail. »

La mise au travail des membres des familles d'ouvriers et la diminution des revenus en provenance de la vente d'objets, etc., sont une conséquence de l'importance en hausse du salaire et de l'augmentation du pouvoir d'achat du rouble⁴¹.

Autre exemple d'analyse jugée incorrecte par la direction : après la réforme de 1951, la CSU d'URSS envoya aux directions statistiques des républiques une lettre alignant un certain nombre de remarques sur les notes analytiques qu'elles lui avaient envoyées au sujet des enquêtes de budgets pour le second trimestre 1951 et le premier semestre 1952. La Direction de la statistique y épinglait notamment le

39. Au directeur adjoint de la Direction de la statistique de l'*oblast'* de Tcheliabinsk, qui demandait, le 11 avril 1949, l'autorisation de présenter les notes analytiques sur les données des budgets au secrétaire du Comité du parti de Tcheliabinsk et au président de l'*Ispolkom* de la ville, Pisarev répondit que ces analyses devaient être produites par les fonctionnaires en charge de l'enquête et devaient être présentées exclusivement à la CSU d'URSS ou à la Direction statistique de RSFSR. RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, l. 69-68.

40. RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, note de Pisarev du 3 juin 1949.

41. RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, l. 68-68 ob., note de Pisarev à G. A. Pan'šin directeur adjoint de la direction statistique de l'*oblast'* de Tcheliabinsk, copie à S. V. Karasev, directeur adjoint de la Direction statistique de RSFSR, 7 juin 1949.

travail d'analyse insuffisant sur les données de la statistique des budgets ouvriers et employés accompli par la Direction statistique de la république de Géorgie⁴². Elle s'était rendue coupable de fautes extrêmement graves, qualifiées de « *grubejšie izvraščenijs* » : en particulier, elle s'était permis d'affirmer que « dans les familles d'ouvriers peu ou pas qualifiés il y avait eu une soi-disant diminution de la possibilité d'acquérir des produits manufacturés et d'engager des dépenses en matière de besoins culturels et éducatifs. » La CSU rappelait donc la « ligne générale » :

Il est notoire (*obščezvestno*) que ces dernières années la structure des dépenses des familles d'ouvriers enquêtées s'est considérablement améliorée, que le poids relatif des dépenses pour l'acquisition de biens manufacturés a augmenté et que le poids relatif des dépenses pour l'achat de produits alimentaires a baissé alors même que s'accroissait de façon considérable la consommation de biens alimentaires.

La direction statistique [de la république de Géorgie] doit savoir que dans les achats des travailleurs le poids relatif des biens manufacturés a considérablement augmenté ces dernières années, et en particulier de biens tels que les automobiles, les motocyclettes, les vélocipèdes, les récepteurs radio, les téléviseurs, les meubles, les frigidaires, les instruments de musique, etc., ce qui caractérise de façon éclatante la croissance du bien-être matériel du peuple soviétique⁴³.

Dans ces conditions, marquées par les difficultés de l'analyse et par la limitation volontaire de la portée des enseignements que l'on peut tirer de l'observation du social, quel peut bien être l'usage de ces informations par les destinataires des notes ? On prendra deux exemples : une situation de crise et un projet de réforme qui semble prendre son temps et ne saurait de toute façon affecter trop profondément la population.

La famine de 1946

Premier cas : celui de la famine de 1946. Les analyses de budget brillent par leur absence dans les récits qu'en ont faits récemment les historiens. Effet d'archives ? Il est en tout cas indéniable que les plus hauts responsables reçoivent des types d'information sur la famine qui apportent un autre rapport à l'événement, faisant davantage appel à la sensibilité qu'à un point de vue rationnel pour l'étude du phénomène. On a vu plus haut comment les rapports en temps de guerre, déjà, avaient eu tendance à expliquer les brusques changements de consommation par des questions de sous-enregistrement plutôt que par une crise réelle, alors même qu'on se trouvait dans le contexte de famine de 1943. On peut expliquer en partie cette prudence des statisticiens par leurs expériences des années 1930 et singulière-

42. Étaient visés le chef de la direction, Šanidze et le chef du secteur des budgets ouvriers et employés, Cirumov.

43. RGAE, f. 1562, op. 26, d. 141, l. 169-171, note envoyée aux chefs des directions statistiques des républiques par V. Monahov, directeur adjoint de la CSU d'URSS, le 5 novembre 1952.

ment du recensement de 1937. Qu'en est-il pour 1946 ? L'ouvrage de V. F. Zima sur la famine de 1946 est, à ce jour, le plus documenté sur cet épisode tragique de l'après-guerre⁴⁴. Or, on notera que, parmi les documents qu'il utilise, aucune allusion n'est faite aux enquêtes de budgets. Zima cite essentiellement les archives du Conseil des ministres d'URSS et, apparemment, les informations sur les désastres de la sécheresse de 1946 ne proviennent pas de ces enquêtes. Quant à V. P. Popov⁴⁵, il cite des données de l'enquête de budgets, mais aucune qui se rapporte spécifiquement à la famine de 1946.

De fait, l'enquête de budgets se poursuit, mais il est vrai qu'elle ne couvre pas la zone la plus touchée, anciennement occupée⁴⁶. En revanche, on sait avec certitude que d'autres canaux d'information sont utilisés, qui jouent sur un registre très différent : on pense en particulier aux extraits de lettres issus de la censure du courrier, réceptionnés par Beriia. Ils contiennent des descriptions poignantes de la progression de la famine dans les foyers, de la dégradation physique et mentale, de l'impuissance face à l'agonie de ses propres enfants. Le plus remarquable peut-être est le destinataire final de ces montages d'extraits : Staline lui-même, comme s'il s'agissait d'utiliser les moyens les plus percutants pour l'inciter à prendre la mesure de la tragédie et à donner enfin des directives propres à sauver de futures victimes⁴⁷.

Le projet de réforme des loyers de 1952

Prenons un exemple opposé, celui du projet de réforme des loyers, où il est fait au contraire un usage intensif des enquêtes de ménages. Les documents relatifs à un projet de réforme des loyers apportent un éclairage instructif à une double question : dans quelle mesure les données issues de l'enquête de budgets sont-elles

44. V. F. Zima, *Golod v SSSR 1946-1947 godov : proishozhdenie i posledstvija = The famine of 1946-1947 in the USSR : its origins and consequences*, Lewiston, NY, Edwin Mellen Press, 1999.

45. V. P. Popov, *Ekonomičeskaja politika sovet'skogo gosudarstva. 1946-1953 gg. (La politique économique du gouvernement soviétique en 1946-1953)*, Moscou-Tambov, Izdatel'stvo TGTU, 2000.

46. Voir D. Filtzer, *op. cit.*, p. 54-55 sur les privations au sein de la population urbaine. Voir aussi par exemple RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, l. 81-88, note de V. Džaparidze, chef adjoint de la Commission du plan du Conseil des ministres d'URSS auprès de la Géorgie comparant les budgets ouvriers de l'industrie en 1946 et 1947 (130 budgets). Cette note décrit un contexte régional « particulier » : la récolte de blé de 1946 en Géorgie est moins désastreuse que dans d'autres parties de l'Union, mais on assiste à la diminution des normes du ravitaillement et du nombre de personnes qui y ont accès, situation compensée par la très bonne récolte de fruits et de légumes, en vente libre sur les marchés, de même que la farine de maïs. Sur la situation alimentaire relativement favorable de la Géorgie à l'été 1946, voir le témoignage de Alexander Werth, *Russia: the post-war years*, New York, Taplinger Pub. Co., 1971.

47. Voir les extraits de lettres en provenance de Moldavie, d'Ukraine, des *oblasti* de Voronej et de Stalingrad, rassemblés par le MGB d'URSS et envoyés par Beriia à Staline, RGANI, f. 89, per. 57, d. 20, l. 1-14. Voir aussi le même type de matériel pour la ville de Moscou, « à adresser à Beriia », CA FSB f. 4, op. 4, d. 74, l. 39-42, publié in *Moskva poslevoennaja. 1945-1947. Arhivnye dokumenty i materialy (Moscou dans l'après-guerre, 1945-1947. Documents d'archives)*, Moscou, « Mosgorarhiv », 2000. Document 75, p. 392-393.

utilisées dans la prise de décision au plus haut niveau du politique ? Dans quelle mesure la situation économique des plus pauvres est-elle prise en compte ?

Tout d'abord essayons d'évaluer l'importance du dossier en jeu. Il fait intervenir les plus hautes instances du régime, même si, dans le détail, il ne s'agit pas forcément de la faction la plus en pointe. En même temps, l'enjeu peut paraître dérisoire au regard des situations très dures dont a souffert la population. Le projet porte en effet sur l'augmentation des loyers qui représentent précisément une part très faible dans les budgets des ménages, alors même que les décennies d'après-guerre se caractérisent par le poids des impositions de toutes sortes que le gouvernement n'hésite pas à brusquement augmenter à plusieurs reprises. À l'inverse, les tarifs des loyers datent d'avant-guerre, suivant des décrets de la fin des années 1920, en partie amendés pendant les années 1930, et sont donc devenus totalement obsolètes, l'essentiel des ménages payant le tarif maximum, qui est lui-même trop bas. D'autre part, le parc immobilier souffre de sa vétusté, des destructions de la guerre, etc., et il devient donc indispensable de lever davantage d'argent. Pourtant, le dossier traîne pendant des mois sans qu'une décision soit prise. Une commission est créée, comprenant : Zverev (ministre des Finances), Starovskij (président de la CSU d'URSS), Kuznecov (président du Conseil central des syndicats), Černusov, Pautin, Jasnov (président du Comité exécutif du *Mossovet*). Le dossier est entre les mains de Molotov en personne.

Or, il est intéressant de noter à la fois les arguments de chaque partie et les données dont chacun fait usage. Aux côtés de ces tableaux de chiffres qui offrent une présentation relativement uniforme des dépenses, en valeur absolue mais aussi en part relative du revenu familial concernant le logement, on assiste à une production prolifique de tableaux présentant des données sous une forme nominative, qui ont pour objet de mettre en valeur les situations extrêmes, tant en termes de pauvreté que de richesse, et de contester la pertinence des valeurs moyennes.

Ainsi d'une enquête par sondage, menée par le Comité exécutif du *Mossovet*, auprès de locataires moscovites résidant dans des immeubles avec différents niveaux de confort, tenant compte de leur revenu, ainsi que de celui additionné des membres du ménage⁴⁸. Les résultats sont présentés sous forme de listes comprenant l'ensemble des enquêtés. Les 546 personnes interrogées sont d'abord réparties en fonction du niveau de confort du logement et de l'immeuble et, à l'intérieur de ces groupes, en fonction de leur revenu. Or, les tranches de revenus choisies sont bien inférieures à celle des enquêtes de budgets de la CSU, puisqu'on commence à moins de 200 roubles. Il s'agit de retraités, pour l'essentiel des femmes vivant seules dans une chambre. La tranche suivante, regroupant les revenus entre 201 et 300 roubles, concerne aussi le plus souvent des personnes vivant seules, mais en majorité actives. À l'autre extrémité, l'enquête englobe dans la tranche la plus élevée les revenus supérieurs à 2 000 roubles. Le nombre de personnes dans chaque groupe n'est pas identique. Les données fournissent le nom de famille de l'enquêté et ses initiales, son adresse très précise, sa profession (et non la catégorie ouvrier,

48. RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1149, l. 29–64. RGASPI, f. 82, op. 2, d. 102, l. 47–60.

employé, ITR), son salaire, le revenu familial, le nombre de personnes dans le ménage, la surface occupée, le nombre de pièces, le montant du loyer, sa part dans le revenu, ainsi que le nouveau montant projeté.

De son côté, Kuznecov utilise les données de l'enquête des syndicats. Lui aussi met en valeur les petits budgets à travers la présentation de données nominatives, afin de convaincre la commission d'adopter un système plus avantageux pour les petits revenus à l'aide de tarifs préférentiels.

Les données agrégées de l'enquête CSU sont ainsi concurrencées par des données de même type, mais qui sont désagrégées, n'utilisant donc que marginalement la notion de moyenne, et qui s'attachent à descendre plus bas dans l'échelle des revenus, couvrant de ce fait une population un peu différente, qui comprend notamment davantage de retraités, mais aussi de professions très peu qualifiées comme par exemple les femmes de ménage.

Ainsi, dans les deux cas, l'élite politique, qui s'est pourtant attachée à construire un puissant appareil d'observation, semble surtout réceptive à une argumentation fondée sur une perception personnalisée des données sociales.

III. Enquêtes et secteur privé de l'économie

Les enquêtes de consommation conduites par l'administration statistique, mais aussi par les syndicats, sont clairement un des outils d'observation de la sphère privée de l'économie par l'administration, voire — à travers les notes analytiques qui lui sont envoyées — par le sommet du politique. Revenons sur l'extension de cette sphère privée. Elle comprenait, on vient de le voir, les lopins individuels, la part de leur production dans la consommation des ménages, mais aussi dans leurs revenus, à travers la vente au marché. L'enquête donne aussi des informations sur le recours au marché pour se procurer différents biens, alimentaires ou manufacturés. Elle essaie également de mesurer l'importance du recours à des personnes privées pour se faire fabriquer une paire de chaussures, coudre une robe, etc. Elle cherche à identifier les différentes composantes des revenus, qui sont loin de se limiter au salaire et aux transferts sociaux. En particulier, la vente de sa propre production joue un rôle plus ou moins important, selon les branches, la localisation géographique, les périodes...

Pourtant, les informations recueillies ne se cantonnent pas aux transactions opérées sur le marché kolkhozien. Toute une série de pratiques sont ainsi inventoriées dans des « dictionnaires » distribués aux praticiens des budgets. Ces précieux instruments de travail recensent de la façon la plus exhaustive possible l'ensemble des revenus et des dépenses que peut rencontrer l'enquêteur et lui indiquent dans quel poste de dépenses et de revenus prévus par le carnet ils doivent être portés. Dans la partie « revenus » du dictionnaire est mentionné par exemple, parmi les sources de revenus possibles, le recours aux « Lombardi », c'est-à-dire au Mont-de-Piété, ou aux petits travaux comme faire du ménage, du repassage, fendre du bois pour autrui, ou encore recevoir un loyer.

Les « dictionnaires » ne pouvaient cependant pas mentionner toutes les situations possibles et les statisticiens devaient donc décider seuls l'interprétation des renseignements collectés. Ainsi, la direction de l'*oblast* de Novosibirsk éprouva le besoin de recevoir l'imprimatur de son département de tutelle dans la façon d'enregistrer l'achat de cierges et d'autres dépenses liées au culte :

Nous avons porté l'huile de lampe à la ligne 75 de la rubrique II du formulaire N° 2 (« autres articles ») et non à la ligne 70 « combustible et produits pour éclairage » :

1/ Le fait de faire brûler des lampes devant des icônes est la manifestation d'un culte religieux.

2/ Le prix de l'huile de lampe, qui s'achète exclusivement dans les églises, est si élevé (1000 roubles le litre), que cette huile ne peut, bien évidemment, être utilisée pour l'éclairage.

Sur la même ligne, nous avons porté les cierges, achetés à l'église à l'occasion de funérailles, baptêmes, etc. Les sommes dépensées pour ces achats, ainsi que le paiement pour la réalisation de cérémonies d'église, sont portés dans la colonne 1 de la partie « dépenses ».

Nous vous demandons de confirmer que les sommes mentionnées ont été correctement réparties⁴⁹.

L'administration des budgets est ainsi perpétuellement mise au contact de pratiques tolérées, même si elles n'apparaissent pas forcément au grand jour, y compris dans les documents primaires des budgets. Elles ne sont pas en effet inscrites comme telles dans le formulaire puisqu'elles se fondent dans des sous-rubriques plus larges⁵⁰. C'est la part anthropologique du travail de l'enquêteur qui disparaît ainsi, et dont on ne retrouve que très épisodiquement la trace dans les archives.

On pourrait, sur la base de tels documents, parler d'un certain pragmatisme des statisticiens, préoccupés de relever le plus correctement possible dépenses et revenus, sans trop se soucier de leur portée idéologique. Pourtant, dans quelle mesure le pragmatisme est-il inhérent à cette administration, indépendamment du discours politique qui pose les barrières entre ce qui est observable et ce qui ne l'est pas dans la société ? Dans quelle mesure au contraire est-il le fruit de demandes explicites du politique ? L'étude de la production statistique au cours des années 1930 a montré à la fois combien cette production était infiniment plus riche que la

49. RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, l. 89 (lettre de Pimenov, directeur adjoint de la Direction de la statistique de l'*oblast* de Novosibirsk, adressée au Département de la statistique du travail de la CSU d'URSS, 4 mai 1949).

50. À l'inverse, ce qui revient au collectif peut aussi apparaître comme problématique. L'achat de farine auprès du buffet ou de la cantine de son entreprise, vendue exceptionnellement à la veille des jours de fête, devait-elle être enregistrée comme de la consommation en restauration collective ? RGAE, f. 1562, op. 15, d. 2907, l. 66. « La pratique d'enquête de budgets montre qu'actuellement une part significative des denrées s'acquiert essentiellement dans des entreprises de restauration collective, pour être consommée à domicile. On trouve parmi ces produits le pain (en particulier lorsqu'il y a interruption de l'approvisionnement dans les magasins), le gruau, le saucisson, le lait, les fruits secs », note du directeur adjoint de la Direction de la statistique de l'*oblast* de Novosibirsk, au Département de la statistique du travail de la CSU d'URSS du 9 juin 1949, *ibid.*, l. 67.

maigreur des données publiées pouvait le faire penser, mais aussi que le tournant pris par l'appareil politique à l'orée des années 1930 avait considérablement modifié la production de données elle-même, un certain nombre d'informations n'étant tout simplement plus collectées. Ainsi, si les techniques et la pratique d'enquête font bien partie d'un patrimoine professionnel, d'autant plus fort que l'administration statistique, malgré toutes les ruptures que lui inflige le politique, garde, en partie, une continuité du personnel, il semble bien que ce soit le politique qui fixe le champ de l'observation⁵¹.

La situation au sortir de la guerre et tout au long des dernières années du stalinisme semble différente des années 1930. Si le contraste entre la richesse de la production statistique et la pauvreté des publications de données reste tout à fait caractéristique du « second stalinisme », l'administration statistique donne l'impression d'une volonté d'exploration du paysage socio-économique de l'URSS qui aboutit à un certain nombre de résultats. De fait, cette souplesse, toute relative, n'est elle-même que le reflet d'un contexte plus général — dans lequel l'appareil politique tient toute sa place — qui a vu se modifier considérablement le rapport à la situation matérielle « réelle » du régime.

On peut faire l'hypothèse qu'en cela la guerre constitue l'explication centrale. Elle a en effet imposé la nécessité de dresser des bilans des dégâts subis pendant le conflit, un travail d'autant plus facile à justifier idéologiquement que la responsabilité des dirigeants soviétiques était dégagee, les coupables étant, bien entendu, les occupants nazis et leurs alliés.

La Commission extraordinaire d'enquête sur les dommages commis par l'occupant pourrait bien être un maillon essentiel de cette chaîne. Elle a en effet pour objet de dresser le bilan humain mais aussi matériel de la guerre⁵². Or, ce bilan matériel est consacré aux dégâts subis par les institutions publiques (entreprises, kolkhozes, administrations, ministères, municipalités, etc.) mais aussi par les personnes, qui apparaissent ainsi en tant que propriétaires privés. Ils sont invités à faire l'inventaire des destructions, pertes, vols à imputer à l'occupant et à adresser ces formulaires soit aux commissions locales mises sur pied au fur et à mesure de la reconquête de leur territoire par les Soviétiques soit à l'administration locale. La question de l'évaluation de ces biens fait entrer encore plus avant dans la nature de la part privée de la propriété, puisque se pose la question de la nature des prix à employer pour évaluer la valeur des biens perdus : faut-il utiliser les prix d'État ou les prix du marché ?

Le point 5 de l'instruction, approuvée par le Conseil des ministres le 17 juin 1943, au sujet des pertes subies par les citoyens soviétiques, précisait les méthodes

51. A. Blum, *Naître, vivre et mourir ...*, *op. cit.*

52. Un décret (*ukaz*) du Présidium du Soviet suprême d'URSS daté du 2 novembre 1942 crée la Commission extraordinaire d'État chargée d'établir et d'enquêter sur les crimes des occupants allemands-fascistes et de leurs complices et sur les dommages causés par eux auprès des citoyens, des kolkhozes, des organisations publiques, des entreprises d'État et des administrations de l'URSS. Nous nous proposons de faire l'histoire de cette commission.

d'estimation de ces pertes. On y lit une savante élaboration entre divers systèmes de prix dans laquelle le marché joue un rôle primordial :

L'évaluation des biens (*imuščestvo*) détruits et pillés s'effectue selon la valeur complète de rétablissement (*po pol'noj vosstanovitel'noj stoimosti*) ou bien selon la valeur d'acquisition au moment de l'établissement de l'acte, selon les règles suivantes :

La valeur des biens du ménage, dont les vêtements et les chaussures, est déterminée selon les prix locaux du marché.

La valeur des réserves en produits agricoles, ainsi que la récolte non utilisée et la valeur des autres biens et pertes, détruits ou pillés, sont déterminées selon les prix locaux du marché. En outre, les dommages causés aux citoyens d'URSS en liaison avec la vente forcée de produits agricoles et autres, de bétail et de biens aux occupants fascistes, sont mesurés en fonction de la différence entre les prix du marché et les prix imposés par les occupants.

La valeur des bâtiments et dépendances détruits est déterminée à la suite de la multiplication du volume en mètres carrés par le prix au mètre carré de ce type de construction [...] le prix du mètre carré considéré est le prix moyen en cours dans les frontières de l'*oblast'*. Pour déterminer le prix du mètre carré on prend des prix qui diffèrent pour les types de construction suivants : a/ habitations de type urbain [...] ; b/ habitations de type rural [...] ; c/ dépendances [...].

La valeur du bétail domestique abattu est déterminée en fonction des prix locaux du marché au moment de l'établissement de la déclaration ; les dommages subis à la suite de la destruction de potagers, vignes et autres plantations vivaces sont évalués en faisant le compte de toutes les dépenses nécessaires pour la remise sur pied des plantations et le dédommagement des récoltes qui n'ont pu être faites sur l'ensemble de la période allant de la destruction au moment de la remise sur pied, en utilisant le volume moyen d'une récolte et les prix moyens du marché.

Le point 6 concernait, quant à lui, l'établissement des pertes en nature : bâtiments exprimés en mètres carrés, matériel agricole par pièce, bétail par tête, voire par essaim d'abeilles, vergers par nombre d'arbres, en donnant leur âge, objets de valeur en or, en argent, en indiquant un prix, œuvres d'art, bibliothèques, livres rares, manuscrits et autres œuvres culturelles de valeur, en indiquant de façon détaillée leur importance, leurs auteurs⁵³.

Cependant, le travail d'estimation effectué sur le terrain semble souvent insatisfaisant. L'appréciation suivante sur la Bachkirie, à la fin décembre 1943, est caractéristique de la difficulté à appliquer ces différents systèmes de prix : une part importante des actes souffrent d'inexactitude, car les prix pour les bâtiments d'habitation et les constructions auxiliaires sont surévalués, la date d'établissement de l'acte manque, les prix du bétail et des produits agricoles sont sous-évalués, manquent l'adresse où ont été commis les dommages, la signature des témoins et des personnes qui ont établi l'acte, etc. Le travail d'établissement des pertes exprimées en nature, que ce soit par liste ou de façon agrégée, n'était souvent pas effectué⁵⁴.

53. GARF, f. 7021, op. 120, d. 53, l. 46-47.

54. Voir la plupart des conclusions in GARF, f. 7021, op. 120, d. 53. Pour la Bachkirie, l. 4 ob.

La question de l'établissement de la valeur, en roubles, des dommages subis, récurrente au moment de la collecte des données sur le terrain, se poursuit au sommet de l'administration, la CSU et le *Gosplan* ayant des appréciations divergentes sur la question.

En juillet 1945 par exemple, Šverník et Maïskij envoient à Molotov une note signalant leurs dissensions avec Starovskij, le directeur de la CSU. Notamment, la commission estime les dégâts subis pour la propriété privée en prix du marché, alors que « le camarade Starovskij prescrit de réévaluer les pertes de biens personnels des particuliers (*ličnogo imuščestva graždan*) en prix d'État selon les indices de prix. »⁵⁵

La relative tolérance à l'égard de la propriété privée au sortir de la guerre, voire son instrumentalisation, sont des faits connus⁵⁶.

À la suite des observations des témoins de l'époque, les travaux actuels vont dans le même sens⁵⁷. Les frontières entre individuel et collectif, public et privé ont toujours eu un caractère incertain en Union soviétique, mais il est intéressant de noter que le stalinisme d'après-guerre marque une période de réactivation du problème de leur définition. Là encore, les questions pratiques liées à la sortie de la guerre l'expliquent : ampleur de la tâche de reconstruction qui nécessite de dresser des bilans relativement complets, problème massif du retour de certaines populations (notamment les évacués) dans un contexte d'extraordinaire pénurie qui entraîne une forte tension pour éclaircir les droits des uns et des autres sur les biens les plus disputés, en tout premier lieu le logement.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le recensement, tenu secret⁵⁸, de la propriété privée en milieu urbain. Il s'agissait à la fois de faire un état des lieux alors que la crise du logement, endémique, avait pris des proportions gigantesques à

55. RGASPI, f. 82, op. 2, d. 513.

56. On pourrait même parler de sa défense : comparer l'*ukaz* du Présidium du Soviet suprême d'URSS du 4 juin 1947 « Ob usilenii ohrany ličnoj sobstvennosti graždan » (Sur le renforcement de la protection de la propriété privée des citoyens) et, du même jour, « Ob ugovornoj otvetstvennosti za hiščenija gosudarstvennogo i obščestvennogo imuščestva » (Sur la responsabilité criminelle pour atteinte aux biens nationaux et publics) avec le *postanovlenie* du Comité exécutif central et du *Sovnarkom* d'URSS du 7 août 1932 « Ob ohrane imuščestva gosudarstvennyh predprjatij, kolhozov i kooperacij i ukreplenii obščestvennoj (socialističeskoj) sobstvennosti » (Sur la protection des biens des entreprises d'État, des kolkhozes, des coopératives et le renforcement de la propriété publique (socialiste)).

57. Voir en particulier l'article stimulant de Julie Hessler, « A postwar perestroika ? Towards a history of private enterprise in the USSR », *Slavic Review*, 57, 1998. Voir aussi Stephen Lovell, *Summerfolk. A history of the dacha, 1710-2000*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2003, p. 163-168 sur le mouvement de distribution à la population urbaine de lopins individuels (*ogorody*), déjà présent dans les années 1930, fortement activé au cours de la guerre, puis de l'après-guerre, notamment à la suite de la famine de 1946, ainsi que sur l'essor des jardins collectifs (*sadovodstvo*). Décret du gouvernement du 24 février 1949 « O kollektivnom i individual'nom ogorodničestve i sadovodstve rabočih i služuščih » (Sur la culture des lopins collectifs et individuels et des jardins des ouvriers et des employés). C'est donc à la fois la frontière entre individuel et collectif mais celle aussi entre public et privé qui sont en jeu. Voir aussi, p. 168-178 : « The dachas dwelling : the property issue in postwar Russia ». Sur la distribution d'*ogorody* à la suite du décret de février 1949, voir V. F. Zima, *Golod...*, op. cit., p. 61.

58. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 4489, l. 108.

la suite des destructions massives de la guerre. Il s'agissait aussi de mesurer l'importance du mouvement de reconstruction individuelle. En effet, de même que l'État avait décidé d'intensifier la production agricole par les « individus », ce qui impliqua le recours à des incitations relevant du marché, de même, l'énorme effort de reconstruction avait en partie été délégué aux « individus », à travers l'encouragement à la construction individuelle⁵⁹. L'ukaz du Présidium du Conseil suprême de l'URSS du 26 août 1948, « O prave graždan na pokupku i stroitel'stvo individual'nyh žilyh domov » (Sur le droit des citoyens à acheter et construire des maisons d'habitation individuelles), donnait à chaque citoyen soviétique le droit d'acheter ou de construire une maison d'habitation de un à deux étages avec un nombre de pièces de un à cinq, en ville ou en périphérie. Cette maison relevait du droit de propriété personnelle (*na prave ličnoj sobstvennosti*), et le propriétaire obtenait la jouissance illimitée (*v bessročnoe pol'zovanie*) de la parcelle sur laquelle était construite la maison⁶⁰.

De fait, les résultats du recensement montraient à la fois l'importance de la part de la propriété privée dans le logement urbain, mais aussi sa relative vigueur, en comparaison notamment avec le parc immobilier municipal. Le recensement permit ainsi d'établir que le parc urbain immobilier d'habitation se répartissait entre 60 % au secteur public et 40 % en propriété privée⁶¹. Là encore, les disparités régionales étaient essentielles à saisir, comme on l'a vu plus haut pour les domaines couverts par les enquêtes de budgets. Le recensement fit donc le point de façon détaillée sur un secteur qui avait continué à se reproduire après la révolution et que les statistiques avaient laissé dans l'ombre depuis des décennies. D'autre part, la reconstruction et les facilités offertes par l'administration avaient donné une nouvelle vigueur à ce secteur, justifiant la tenue d'un recensement ponctuel. En effet, le recours à la construction individuelle entraîna une certaine anarchie, dont témoignait l'écart entre les données du recensement et celles de la statistique courante⁶². Rapportant les résultats d'une enquête menée par le département de

59. Lovell cite le décret du 29 mai 1944 : « O meroprijatjah po vosstanovleniju individual'nogo žiliščnogo fonda » (Sur les mesures pour le rétablissement de la propriété foncière individuelle) et du 26 août 1948 : « O prave graždan na pokupku i stroitel'stvo individual'nyh žilyh domov » (Sur le droit des citoyens à acheter et construire des maisons d'habitation individuelles). De fait, l'État chercha à promouvoir à la fois la construction et l'accession à la propriété. « Pour la seule période du plan quinquennal d'après-guerre, on a distribué aux citoyens pour la construction de logements et pour l'achat de maisons d'habitation construites par les entreprises environ quatre milliards de roubles. » RGAE, f. 1562, op. 327, d. 664, l. 8.

60. V. F. Zima, *Golod...*, op. cit., p. 60. Un décret du Conseil des ministres d'URSS précisa ensuite que la taille de la parcelle devait être déterminée au cas par cas par le comité exécutif des soviets locaux, en fonction de la taille de la maison et des conditions locales, dans les limites suivantes : dans les villes, de 300 à 600 m² ; en périphérie, de 700 à 1 200 m². Une rente foncière est versée en échange de la jouissance de la parcelle. *Izvestija*, 31 août 1948, GARF, f. 9401, op. 2, d. 171, l. 462 (cité par Zima).

61. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 4489, l. 106, rapport de Starovskij adressé au Présidium du Conseil des ministres d'URSS, 17 juillet 1950 « O gorodskom žiliščnom fonde, nahodjaščemsja v ličnoj sobstvennosti graždan, po sostojaniju na 1 aprelja 1950 goda » (Sur l'habitat urbain, propriété privée des citoyens d'après la situation au 1^{er} avril 1950).

62. RGAE, f. 1562, op. 327, d. 664, l. 1-2, daté du 28-12-1950.

l'économie communale et du logement de l'administration statistique dans 11 *oblasti* de RSFSR ayant connu l'occupation, ainsi qu'en Ukraine, Biélorussie, Moldavie et républiques baltes, son directeur soulignait par un tableau l'importance de cet écart :

Surface habitable se trouvant en propriété privée des citoyens (en milliers de m²)

construction individuelle 1946-1949	selon données recensement	selon données statistique courante	écart entre données recensement et statistique courante
total	5785.3	4820.9	+ 964.4
1946	1432.6	1601.9	– 169.3
1947	1354.7	1234.0	+ 120.7
1948	1243.2	981.1	+ 262.1
1949	1754.8	1003.9	+ 750.9

L'écart pour les trois dernières années s'expliquait par le caractère incomplet des données reçues par les directions statistiques régionales, en provenance des bureaux urbains d'inventaire, des banques communales et des architectes des villes et des districts⁶³. De fait, les bureaux d'inventaires étaient absents de nombreuses villes, des maisons construites sans permission n'étaient pas enregistrées et étaient également ignorées des architectes. De même, les banques ne prenaient pas en compte les maisons construites aux frais des seuls constructeurs. Tout ceci concourait à rendre peu fiable la statistique courante dans ce domaine.

Dans son rapport adressé au Présidium du Conseil des ministres d'URSS rendant compte de ce recensement de 1950, Starovskij décrivait en ces termes la poussée anarchique de la construction individuelle dans les villes et les lotissements ouvriers :

La construction d'un nombre considérable de petites maisons d'habitation sans aucun confort, fabriquées avec des matériaux périssables, à la toiture inflammable, viole l'aspect architectural des villes et des lotissements ouvriers. Dans de nombreuses villes, la construction de maisons d'habitation se fait sans autorisation, sans un projet confirmé, sans plan de construction du bâtiment.

La construction de maisons d'habitation individuelles sans autorisation s'est faite en grand nombre dans les villes de Gorki, Kiev, Tcheliabinsk, Zlatoust, Magnitogorsk et dans de nombreuses autres villes et lotissements ouvriers. Dans le Pecherskij *rajon* de la ville de Kiev, au sein des villages (*na hutorah*) Ostrov et Pokal, sur 109 propriétaires (*domovladel'cy*) ayant construit de nouvelles maisons, seuls trois détenaient un permis de construire.

Dans plusieurs villes ont surgi des lotissements entiers, construits sans suivre la procédure régulière, sans permis de construire. Ainsi par exemple dans la ville de Tcheliabinsk se sont formés les lotissements Ozernyj, Nagornyj, Sibirskij

63. L'écart inverse pour l'année 1946 était dû, selon le rapport, à l'inclusion des maisons reconstruites dans le nombre des nouvelles constructions.

pereezd et d'autres, dans lesquels ont été bâties plus de six mille maisons sans aucun plan, et une partie sans permis, en outre un bon nombre d'entre elles s'élèvent sur des terrains destinés, selon le plan de construction, à l'édification d'immeubles d'habitation à étages⁶⁴.

Les résultats du recensement montraient ainsi que le fait d'être un propriétaire privé ne signifiait pas forcément un niveau de vie très luxueux, bien au contraire, sauf dans quelques cas montés en épingle⁶⁵. Dans son rapport au collège de la CSU d'URSS sur le recensement de la propriété urbaine privée, le chef du département concerné mentionnait :

[...] 40 000 maisons, d'une surface habitable supérieure à 100 m² se trouvent en propriété privée de quelques citoyens. À Moscou, on en compte 1 006, à Kiev 1 277, à Tbilissi 2 463, à Riga 1 097, à Bakou 976, à Tallin 891. Il a été établi par le recensement que certains citoyens possèdent deux maisons d'habitation, voire plus, et parfois jusqu'à cinq maisons, qu'ils disposent d'une surface habitable de plus de 300 m², parfois plus de 500, et la mettent en location afin d'en tirer des revenus⁶⁶.

En Ukraine, à la suite d'un rapport envoyé par l'administration statistique ukrainienne sur le même recensement, le Conseil des ministres de la république d'Ukraine avait réagi en adoptant un décret intitulé « Sur les mesures à prendre pour combattre l'utilisation de bâtiments d'habitation par des personnes privées dans le but d'en tirer des revenus non issus du travail », en date du 19 juillet 1950⁶⁷. Était dénoncée la location par des personnes privées de bâtiments entiers, qui n'étaient pas que d'habitation, à la fois à des organisations d'État ou des coopératives, mais aussi la location d'appartements à des personnes privées. Le décret lança une campagne de vérification tendant à remettre en cause les titres de propriété et l'usage « privé-capitaliste » qui en était fait. Ainsi, à la date du 31 octobre 1950, la commission de la ville de Kiev avait transféré dans le parc immobilier municipal 20 propriétés privées⁶⁸.

Les retombées répressives du recensement sur le logement privé urbain démontrent ainsi les limites de la « libéralisation » : l'administration statistique ne peut mettre au jour des pans jusque-là occultés de l'activité socio-économique sans risquer de lui porter tort.

64. RGAE, f. 1562, op. 327, d. 664, l. 7, rapport daté du 30 janvier 1951.

65. On notera cependant qu'à l'époque le recensement ne fournit aucune information sur les propriétaires ou sur les occupants des logements privés.

66. RGAE, f. 1562, op. 329, d. 4489, l. 88, rapport de P. Vlasov, chef du Département de l'économie communale et du logement de la CSU d'URSS au collège de la CSU, daté du 22 septembre 1950 : « Ob itogah perepisi gorodskogo žiliščnogo fonda, nahodjaščegosja v ličnoj sobstvennosti graždan » (Bilans du recensement de l'habitat urbain, propriété privée des citoyens).

67. Décret (*postanovlenie*) n° 2184-227s du 19 juillet 1950 : « O merah po bor'be s ispol'zovaniem častnymi licami žilyh stroenii s cel'ju izvlečenija netrudovyh dohodov », RGAE, f. 1562, op. 329, d. 4489, l. 76.

68. *Ibid.*, l. 78.

Conclusion

L'enquête sur les budgets des ménages menée par l'administration statistique soviétique présente pour l'historien du régime soviétique un intérêt qui excède les questions d'ordre strictement économique. Héritière d'une longue tradition, c'est à l'époque stalinienne qu'elle acquiert des traits qui en ont fait un des piliers de la production statistique soviétique et post-soviétique, même si son utilisation au cours du temps a pu changer. Par comparaison avec les pays occidentaux, elle se signale par l'importance du réseau d'enquête et plus encore par son caractère permanent, ainsi que par la richesse de l'information collectée. Tant le renforcement spectaculaire de l'enquête de la CSU annoncée à la fin de l'année 1951 que l'enquête parallèle menée par les syndicats, qui connaît elle-même une forte expansion à partir de 1950, montrent que ce type d'information était tenu en haute considération par le pouvoir politique. Ce nouvel essor doit être resitué dans la rhétorique stalinienne qui, en ce début des années 1950 et en écho au milieu des années 1930, fait à nouveau du citoyen soviétique un consommateur, dont l'amélioration du niveau de vie importe.

L'enquête serait-elle donc une pure production de propagande ? Certes, ses futurs résultats serviront à illustrer les succès de l'économie socialiste, du moins les organisateurs en semblent persuadés. Pourtant, elle reste strictement confidentielle. La méthode utilisée pour constituer l'échantillon de ménages enquêtés est un aspect fondamental pour comprendre cet écart permanent entre la fonction d'illustration et la fonction d'enregistrement de la réalité socio-économique assurées par l'enquête. La notion de représentativité (*representativnost'*) est abondamment utilisée par le Département en charge des budgets ainsi que par le Conseil scientifique de la CSU et il importe de prendre au sérieux sa signification, qui diffère largement de l'usage de cette notion dans la statistique occidentale actuelle, centrée sur la méthode de la sélection aléatoire, en fonction des lois mathématiques de probabilité, selon lesquelles un échantillon suffisamment important permet de retrouver les caractéristiques d'une population dans sa globalité⁶⁹. Or, dans le cas soviétique, l'aléatoire n'a pas de place, et il n'a de fait guère de sens pour des dirigeants soviétiques qui ignorent une vision universelle de la société, selon laquelle chaque individu, porteur des mêmes droits et des mêmes devoirs, doit avoir la même signification, et qui ont instauré au contraire un système fortement hiérarchisé et segmenté. L'échantillon soviétique provient d'une unité de base qui n'est pas la société dans son ensemble, mais le monde du travail dans ce qu'il a de plus typique pour les Soviétiques : l'entreprise industrielle, le kolkhoze. L'échantillon exclut les bas salaires, les chefs de famille qui ne travaillent pas, car ils ne sont pas représentatifs.

Pour autant, les enquêtes de budget se caractérisent aussi par l'éclairage qu'elles apportent aux dirigeants soviétiques eux-mêmes sur des aspects particu-

69. Sur l'évolution des pratiques d'échantillonnage, voir A. Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

lièrement difficiles à saisir pour tout État : la question du rôle du marché, tant dans les revenus que dans les dépenses des ménages. La difficulté, pour les mêmes dirigeants, à analyser les résultats ne doit pas être négligée : comment rendre compte des inégalités de revenus et d'accès aux produits alimentaires, plus frappant encore, comment rendre compte de la diversité culturelle de l'Union, alors même que l'enquête s'emploie à sortir de son « russo-centrisme ». Enfin, ce n'est qu'après mars 1953 que les notes d'analyse utilisent des points de comparaison pris en dehors de la période stalinienne, mais aussi en dehors de l'espace soviétique⁷⁰.

Enfin, les problématiques autour de la production et de l'utilisation des informations sur l'« humeur » de la population se retrouvent pour beaucoup ici. Pourtant, alors que les premières sont aisément associées à l'État stalinien, de nature policier, il importe de prendre en compte les secondes comme non moins révélatrices du type et des méthodes de savoir dont dispose la société soviétique sur elle-même.

Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique

EHESS

54, boulevard Raspail

75006 Paris

moine@ehess.fr

Fonds d'archives

CA FSB	Central'nyj arhiv Federal'noj služby bezopasnosti
GARF	Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii
RGAE	Rossijskij gosudarstvennyj arhiv ekonomiki
RGANI	Rossijskij gosudarstvennyj arhiv novejšej istorii
RGASPI	Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii

70. Des extraits de ces études rétrospectives, comparant les niveaux de consommation de 1952-1953 avec ceux de la période pré-révolutionnaire, de la NEP et de l'avant-guerre (extrait de RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1184, daté du 5 octobre 1953), ont été publiés dans E. Iu. Zubkova *et al.*, *Sovetskaja žizn', 1945-1953 (La vie soviétique, 1945-1953)*, Moscou, Rosspen, 2003. Voir aussi l'ensemble de tableaux dans RGAE, f. 1562, op. 33, d. 1192, l. 152-171, signé et daté du 18 septembre 1953. Les autres angles de comparaison sont les niveaux de consommation dans certains pays occidentaux ainsi que les normes établies par l'Institut d'alimentation de l'Académie de médecine d'URSS. Sur la nouvelle lecture des enquêtes de budget après la mort de Staline, voir mon article à paraître en 2004 dans *Sociétés contemporaines*.